Chambre des notaires du Québec
Le notaire... le meilleur enDROIT !

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

QUÉRIN mazda à Laval
1530, boul. Chomedey
Chomedey, Laval 688-4787

Aujourd'hui: Généralement nuageux et assez frais
Minimum — 5° Maximum 2°
Demain: Partiellement ensoleillé DÉTAILS CAHIER SPORTS

• MONTRÉAL, MARDI 20 MARS 1990 106e ANNÉE Nº 148 72 PAGES, 6 CAHIERS

Hors de la zone métropolitaine : 45 cents
Îles de La Madeleine : 1.00
Ailleurs au Québec : 50 cents
35¢

Aujourd'hui

LUNDI NOIR À SHAWINIGAN ET LA BAIE



A 3 INONDATIONS
Les crues du printemps forcent 150 personnes à abandonner leurs logis à Bécancour, tandis que 38 autres familles sont évacuées dans les régions de Victoriaville et Sorel.

A 15 RDA
Les négociations visant à la formation d'un gouvernement de coalition devant oeuvrer à l'unité allemande débutent dans une atmosphère de crise à Berlin-Est.

B 3 JOE CLARK
Pour le ministre des Affaires extérieures Joe Clark, les attaques lancées par Pierre Trudeau contre le Lac Meech sont motivées par la vanité plutôt que par le patriotisme.

S 3 BASEBALL
Les camps d'entraînement débutent officiellement aujourd'hui. La saison régulière, elle, prendra son envol le 9 avril: les Expos joueront alors à St. Louis contre les Cards.



C 1 LA MODE
Avec le rouge, les couturiers affichent le printemps dans tout son éclat. Le rouge se porte bien dans toutes ses nuances, mais c'est le blanc qui le met le mieux en valeur.

Un policier et un pompier tués dans l'incendie de l'ex-Hôtel Shawinigan

BRUNO BISSON

Un policier et un pompier volontaire ont trouvé la mort et une douzaine de personnes, dont deux enfants, ont été blessées, hier, dans l'incendie d'un ancien hôtel du centre-ville de Shawinigan, en Mauricie, à 160 kilomètres à l'est de Montréal.

Les deux victimes, deux hommes dans la vingtaine, ont été vraisemblablement tuées, en combattant les flammes, par l'effondrement d'une partie de l'immeuble causé par l'explosion d'une conduite de gaz, vers 11 h 45.

Les corps des deux hommes n'avaient toujours pas été retrouvés dans les décombres du vieil immeuble, à 22 h hier.

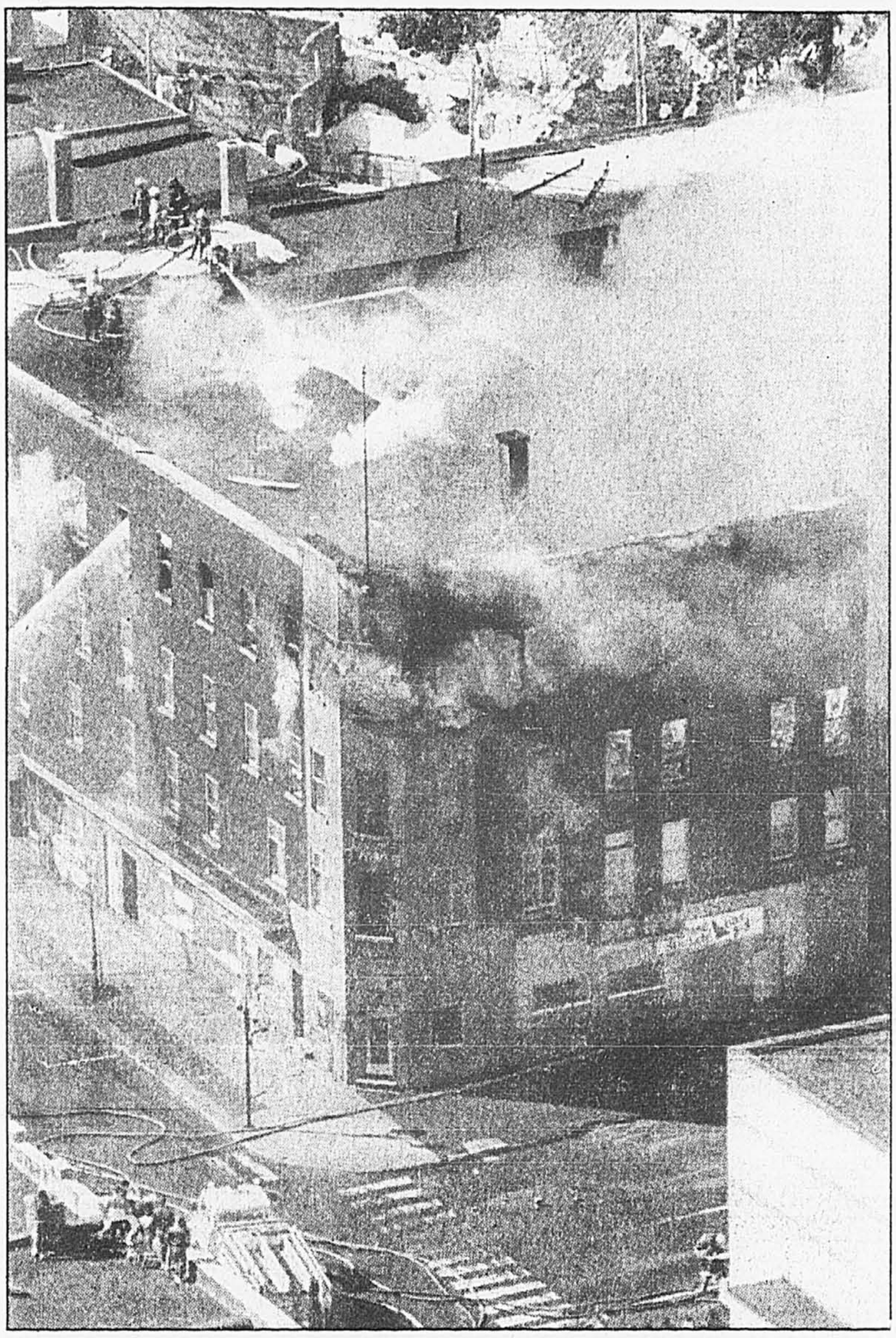
L'explosion de la conduite, survenue une demi-heure après le début de l'incendie, a également provoqué l'affaissement d'un mur dans une ruelle à l'arrière de l'immeuble, où se trouvaient deux écoliers du Shawinigan High School, âgés de 12 et 14 ans.

Ces derniers reposaient toujours, hier soir, dans un état jugé critique à l'hôpital Sainte-Marie de Trois-Rivières. La vie de l'un d'eux ne tiendrait plus qu'à un fil. Selon une source policière, il était maintenu en vie par un appareil respiratoire.

Selon le sergent Florian Lafrenière, de la Sûreté municipale de Shawinigan, l'édifice vieux de 90 ans, qui abritait une quarantaine de chambres et pensions et trois commerces au rez-de-chaussée, est une perte totale.

Les flammes ont pris naissance vers 11 h 15 dans la chambre numéro 8, au deuxième étage de l'ancien hôtel qui s'élevait sur la Place du Marché, en plein coeur du centre-ville.

VOIR HOTEL EN A 2



L'ex-Hôtel Shawinigan, vieux de 90 ans, a été complètement rasé par les flammes, que les pompiers ont mis plus de cinq heures à maîtriser. PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

Une explosion tue deux marins dans le port de l'Alcan

BRUNO BISSON

Une violente explosion à bord d'un navire en cours de chargement a fait deux morts et un blessé grave parmi l'équipage, hier vers 14 h 30, aux installations portuaires de l'Alcan, à La Baie au Saguenay.

Le *Pollux*, battant pavillon norvégien, était amarré au quai Powell du port de La Baie quand s'est produite la déflagration qui a fait voler en éclats la partie avant du pont du navire.

L'explosion dans la cale numéro 1 a été si violente qu'un remorqueur qui passait à proximité du *Pollux* a été endommagé, tandis qu'une pluie de bois et de métal s'abattait sur les quais.

Les vitrines d'un bâtiment administratif adjacent au port ont été soufflées et six employés de l'Alcan ont été atteints par des éclats de verre. Un travailleur de l'usine de papier Stone-Consol, sise de l'autre côté du quai Powell, a aussi été blessé dans l'affaissement partiel d'un mur de briques. Un entrepôt portuaire a également été lourdement endommagé par l'explosion.

Les deux hommes tués, tout comme le blessé grave conduit à l'hôpital de Chicoutimi, étaient des navigateurs du *Pollux*. Leur identité n'était pas encore connue, tard hier soir. Quant aux blessés légers, deux d'entre eux ont été admis à l'hôpital de La Baie, les autres étant traités sur place.

15 000 tonnes de brasque

Le navire devait quitter le port de La Baie ces jours-ci avec un chargement d'environ 15 000 tonnes de brasque. Au moment de l'explosion, la moitié de la cargaison se trouvait dans les cales du navire.

La brasque est un résidu chimique solide et toxique provenant de l'usine de l'Alcan de Grande-

VOIR MARINS EN A 2

Béland croit à la viabilité d'un Québec souverain

Notre cote de crédit ne baisserait pas, affirme le président du Mouvement Desjardins

LAURIER CLOUTIER

«Le Québec dispose de tous les outils économiques nécessaires à son indépendance».

C'est ce qu'a affirmé hier, lors d'une conférence de presse, M. Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, qui venait d'exposer essentiellement le même point de vue devant 3 500 délégués aux assises annuelles du Mouvement Desjardins, qui l'ont chaudement applaudi.

Il s'est valu aussi une motion de félicitations et des applaudissements nourris lors de la période de questions. «Dans la sérénité, il faut protéger ce que nous sommes. On n'est pas nés pour un petit pain, on est mûrs pour la boulangerie.»

Claude Béland souligne que les études des économistes du Mouvement Desjardins arrivent aux mêmes conclusions que celles du courtier américain Merrill Lynch et des Banques de Montréal et Toronto-Dominion.

Il prévoit «un peu de vagues, de petits soubresauts» advenant la souveraineté du Québec, mais pas plus que des événements internationaux, comme la concurrence du Japon, ne peuvent en provoquer à l'occasion.

«Notre cote financière ne baisserait pas. Le Québec pourrait peut-être connaître une période difficile, mais elle serait courte, et il passerait rapidement au travers.»

Il précise sans ambages que son conseil d'administration a approuvé, dimanche, ses conclusions sur la non-ratification de l'accord du lac Meech. Il en était autrement pour ses premiers propos — personnels, ceux-ci — sur le sujet le mois dernier.

M. Béland espère toujours cependant une signature de Meech, mais il répète que «le mal est fait».

La société distincte «n'est pas un sujet de négociation avec le Canada anglais mais un fait de nos 150 ans d'histoire, des plaines

VOIR BELAND EN A 2

• *D 1: La rentabilité avant l'expansion*

Sommaire

Annonces classées
immobilier ..... D14 à D16, E1, E2
marchandises E2, E3
emplois E3, E4
automobiles ..... E4 à E6
propositions d'affaires D8
Arts et spectacles
informations ..... B4 à B8
horaires B7
Bandes dessinées E2
Bridge E3
Décès E7
Économie ..... D1 à D13
Éditorial B2
Êtes-vous observateur? . D14
Feuilleton D15
Horoscope D16
La mode ..... cahier C
Le monde ..... A14 à A16
Loteries A4
Mots croisés E5, S10
«Mot mystère» E4
Télévision B6
Têtes d'affiche A7
Tribune libre B2

Pas de Canada fort et bilingue avec le Lac Meech, dit Trudeau

MARIO FONTAINE

C'est parce qu'il croit encore en un Canada fort et bilingue que l'ex-premier ministre Pierre Elliott Trudeau s'oppose aussi farouchement à l'entente du lac Meech, et notamment au concept de société distincte pour le Québec.

«La raison pourquoi je m'oppose justement à ce statut particulier dans le domaine de l'immigration, dans beaucoup d'autres domaines, c'est que je voudrais que le Canada soit fort. Je voudrais que les francophones se sentent chez eux dans les autres provinces, je voudrais que les anglophones se sentent chez eux dans notre province, le Québec», a déclaré M. Trudeau dans une entrevue au *Point*, qui sera diffusée ce soir à Radio-Canada.

Selon M. Trudeau, si on veut réaliser la séparation du Canada, ce qui est à ses yeux une option non méprisable — «ce n'est pas la mienne mais c'est une option possible et valable», dit-il — on aura tendance à dire: seulement le français au Québec, seulement l'anglais ailleurs. Une attitude aux antipodes de sa vision du fédéralisme canadien.

Du reste, c'est ce qui est en train d'arriver, prétend l'ancien chef libéral. Les signataires mêmes du Lac Meech ont enlevé aux Français de la Saskatchewan et de l'Alberta des droits qu'ils avaient depuis le début de la confédération, déplore-t-il.

Fait à signaler, cette hypothèse d'une partition linguistique du Canada est également beaucoup utilisée par Jean Chrétien, son ancien lieutenant, dans sa campagne au leadership libéral. À telle enseigne que cet autre adversaire de l'entente constitutionnelle affirmait, la semaine dernière, que le Canada anglais ne survivrait pas au départ du Québec et s'assimilerait aux États-Unis.

Pierre Elliott Trudeau prêche depuis trois ans contre l'entente du lac Meech, destinée à ramener le Québec dans le giron constitutionnel canadien. Une entente qui, selon lui, rendra le Canada impotent en affaiblissant les pouvoirs d'Ottawa. Il y voit la cession aux provinces d'importants éléments de la juridiction fédérale,

VOIR TRUDEAU EN A 2

Ottawa annule la dette de 182 millions $ des Antilles du Commonwealth

d'après Canadian Press

BRIDGETOWN, Barbade

Comme la plupart des touristes canadiens en visite dans les Antilles, le premier ministre Brian Mulroney y a laissé quelques dollars, hier: près de 200 millions, en fait, dont la plus grande part servira à effacer la dette des pays de la région.

La mesure bénéficiera au premier chef à la Jamaïque, qui devait plus de 93 millions $.

En annonçant la nouvelle à Bridgetown, capitale de la Barbade, M. Mulroney a eu droit à une ovation de ses homologues antillais, faisant taire du même coup les quelques critiques qui s'y étaient fait jour.

Le premier ministre a déclaré aux leaders des 12 pays et dépendances britanniques que l'annulation de la dette de 182 millions allait permettre de soutenir «les réformes difficiles, mais extrêmement importantes, de leurs politiques économiques».

«Ce n'est pas l'aide, mais le commerce, qui assurera l'avenir des Antilles du Commonwealth», a-t-il soutenu à l'ouverture d'une conférence

VOIR DETTE EN A 2

HAWAII le Paradis — 2 semaines. Vol tous les lundis par gros-porteur. Incluant avion-hôtel et transferts. À partir de 1 149 $** plus taxes. HAWAII TOURS

HAITI — Départ tous les dimanches à partir de 379 $. HAÏTI TOURS

VANCOUVER — 2 vols hebdomadaires directs, soit le jeudi et le lundi. Vol aller et retour 359 $ plus taxes. Nous acceptons également les réservations d'origine de Vancouver. Vol aller simple 249 $. LES AILES DE L'OUEST

TURKS & CAICOS — LA DESTINATION PAR EXCELLENCE. Départs tous les samedis. 20% de réduction. TURKS & CAICOS TOURS

LOS ANGELES — Départ tous les mercredis du 4 juillet au 5 septembre 1990. 399 $ plus taxes. Vol aller et retour. Vol direct. Nous acceptons également les réservations d'origine de Los Angeles. LES AILES DE L'OUEST

Faites votre réservation 90 jours avant le départ et économisez 300 $ par couple • Nombre de places limité • Consultez les brochures disponibles chez votre agent de voyages.

SUITE DE LA UNE

MARINS

Une explosion tue deux marins dans le port de l'Alcan

Baie, à quelques kilomètres de là. Utilisé comme enduit et catalyseur dans les opérations d'électrolyse de l'aluminium, ce produit peut dégager un gaz explosif lorsqu'il entre en contact avec l'eau ou l'humidité.

Un premier chargement de 2200 tonnes avait été mis en cale il y a quelques jours et cette cale était fermée, selon le chef de l'information d'Alcan pour le Saguenay, M. Jacques Dubuc.

Selon l'hypothèse retenue par la compagnie, le résidu toxique serait entré en contact avec l'eau ou l'humidité pendant son transport de l'usine de Grande-Baie au quai d'embarquement. La cale étant fermée, des gaz, principalement du méthane, s'y sont accumulés.

Une simple étincelle provenant d'un chalumeau, d'un briquet ou d'une allumette a alors suffi pour provoquer l'explosion.

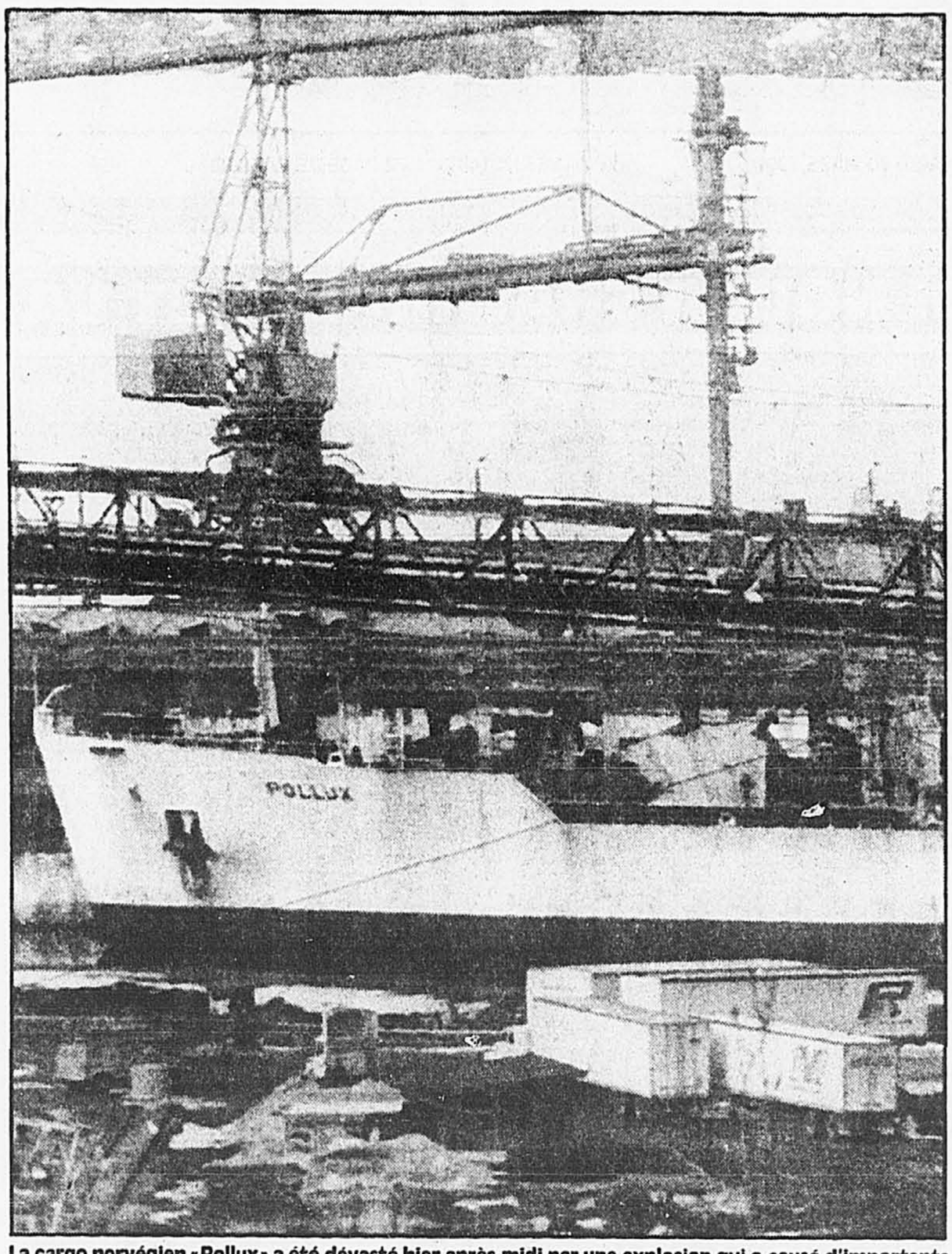
Celle-ci s'est fait entendre dans toute la ville. Dans les environs immédiats, des pare-brise d'autos et des fenêtres ont éclaté sous le souffle de l'explosion.

Le poste de police de La Baie a été submergé d'appels de citoyens qui croyaient que la région était à nouveau frappée par un tremblement de terre. Des témoins ont raconté qu'ils avaient vu des débris voler à des dizaines de mètres de hauteur avant de s'abattre dans les eaux du Saguenay et sur le port.

L'envoi de cette cargaison par bateau était une première pour l'Alcan, a révélé hier M. Dubuc. Le porte-parole de la compagnie a précisé qu'Alcan avait l'habitude d'enseveliir la brasque usée dans des *capsules de glaise parfaitement* hermétiques pour éviter tout contact avec la nappe phréatique ou toute fuite dans la terre. La Société d'électrolyse et de produits chimiques de l'Alcan, à Grande-Baie, produit annuellement 20000 tonnes de brasque, selon M. Dubuc.

Les premières observations du navire n'ont permis de détecter aucune fuite dans sa double coque, selon M. Dubuc, ce qui porte à croire qu'aucune fuite toxique ne s'est produite malgré la violence de l'explosion.

Le périmètre de sécurité d'un kilomètre à la ronde, établi immédiatement après l'explosion, était toujours maintenu autour du navire, hier soir. On craint toujours qu'une autre explosion se produise sur le *Pollux*. □



La cargo norvégien «Pollux» a été dévasté hier après-midi par une explosion qui a causé d'importants dégâts aux installations portuaires de la société Alcan, à La Baie. Deux membres d'équipage ont été tués, et un troisième a été grièvement blessé. PHOTOLASER PRESSE CANADIENNE

HÔTEL

Un policier et un pompier tués dans l'incendie de l'ex-Hôtel Shawinigan

L'explosion de la conduite de gaz s'est produite environ une demi-heure plus tard, au moment où une quarantaine de pompiers de Shawinigan et Grand-Mère combattaient les flammes.

Des dizaines de briques et d'éclats de toutes sortes ont été projetés dans tous les sens et plusieurs curieux, qui se massaient près de l'ancien Hôtel Shawinigan, ont été touchés par les éclats. Personne n'a été blessé sérieusement mais tous ont reçu des soins au Centre hospitalier régional de la Mauricie.

Secoué sur ses fondations par l'explosion, le vieil immeuble s'est en partie écroulé. Quelques minutes plus tard, regroupés pour le décompte, les pompiers volontaires et les policiers de la Sûreté municipale ont réalisé que trois hommes manquaient à l'appel.

Un pompier volontaire, violemment secoué par l'explosion, devait plus tard donner de ses nouvelles, vers 19h30. Il était tout simplement rentré chez lui, victime d'un choc nerveux.

Ce n'est qu'en fin d'après-midi que les pompiers des deux municipalités de Shawinigan et Grand-Mère ont finalement pu maîtriser les flammes.

Une cinquantaine de personnes se sont retrouvées sans logement, pour la plupart des gens à très faibles revenus vivant de l'aide sociale. Plusieurs personnes âgées se trouvaient au nombre des sans-logis.

Le sergent Lafrenière a estimé hier que le sinistre qui a frappé Shawinigan, hier, est un des pires qu'ait connu cette petite ville de la Mauricie. En 31 ans de service, a-t-il tenu à souligner, il ne se souvenait pas qu'un policier ou un pompier volontaire ait été tué en combattant un incendie.

Une enquête a été ouverte afin de déterminer la cause du sinistre. □

BÉLAND

Béland croit à la viabilité d'un Québec souverain

«S'ils nous poussent dehors, le Québec survivra», soutient le président de Desjardins, qui refuse par ailleurs de s'avancer sur le terrain de la souveraineté-association du PQ ou de la suprastructure nationale du PLQ, laissant cela aux hommes politiques.

Plus facile Nord-Sud

Pressé de questions, M. Béland avoue «préférer rester dans le Canada, mais pas s'il faut continuellement se battre pour défendre à nouveau nos droits». Il ajoute qu'il est déjà plus facile de faire des affaires Nord-Sud qu'Est-Ouest. Pourquoi gaspiller des énergies?

«Nos sondages montrent que la grande majorité des Québécois n'est pas effrayée maintenant, comme lors du référendum de 1980, par une éventuelle indépendance.»

M. Béland n'écarte pas la possibilité que les Canadiens anglais réalisent leur erreur et deviennent fiers de vivre dans un pays possédant deux peuples fondateurs. «Sinon, on retournera à la maison et on travaillera fort à bâtir la société que nous voulons.»

Pour nous convaincre de rester, «le Canada anglais devra nous faire entendre un autre refrain que celui auquel il nous soumet depuis quelque temps. Le moment est venu de savoir ce qu'il veut. Je ne suis pas réellement optimiste cependant. Meech sera signé mais le mal est fait».

Aux 3500 délégués, Claude Béland déclare que personne ne veut briser le pays, mais que les Québécois ont besoin tout naturellement de se serrer les coudes après les déclarations récentes de trois premiers ministres récalcitrants, de Sault Ste. Marie et de l'APEC.

«Ce ne sont pas les premiers ministres ni les hommes d'affaires qui font cependant les pays, ce sont les gens eux-mêmes qui en décident, poursuit Claude Béland. On vient de voir en Europe de l'Est qu'on peut imposer une structure pendant 50 ans mais qu'un jour, le peuple décide.»

«Meech nous incite à regrouper nos forces, comme l'a fait le fondateur Alphonse Desjardins. Cessons d'avoir peur», a conclu M. Béland sous une salve d'applaudissements. □

DETTE

Ottawa annule la dette de 182 millions$ des Antilles du Commonwealth

de deux jours des chefs de gouvernement, avant de prendre part à une séance privée de discussions à teneur économique et politique. Le Canada a offert par ailleurs 10 millions, sur cinq ans, pour consolider l'administration de l'Université des Antilles, qui dessert 14 pays, et 2,5 millions pour un projet destiné à améliorer la sécurité dans les aéroports de la région. Une entente commerciale préférentielle, CaribCan, qui soustrait certaines exportations antillaises aux tarifs douaniers, sera aussi étendue pour inclure les bagages de cuir et certains produits de fibre végétale.

M. Mulroney a également fait part d'un projet en trois volets de lutte contre les drogues illicites.

Enfin, le Canada organisera, en avril 1991, une conférence sur l'investissement dans les Antilles, en plus d'injecter près d'un million de dollars dans l'ouverture d'une mission commerciale pour les pays antillais à Ottawa. □

TRUDEAU

Pas de Canada fort et bilingue avec le Lac Meech, dit Trudeau

et craint que la Charte des droits s'en trouve affaiblie.

Mulroney

Il a écrit un livre sur la question, qui sera lancé aujourd'hui au cours d'une vaste opération médiatique. Déjà, le premier ministre Mulroney, qui avait promis de ramener le Québec dans la grande famille canadienne «dans l'honneur et l'enthousiasme», se préparerait hier à réagir à cet ouvrage critique à l'endroit de l'accord.

De passage à la Barbade, M. Mulroney n'a émis que quelques commentaires laconiques sur l'opposition de M. Trudeau à la réintégration du Québec dans la constitution. «Nous n'avons certainement pas le temps d'organiser notre travail avec quelqu'un d'essentiellement négatif et destructeur. Nous essayons de bâtir un pays et non pas de le détruire», de lancer le leader conservateur à l'endroit de M. Trudeau. Celui-ci, qui l'a déjà qualifié de pleutre, l'accuse, dans son livre, de brader l'âme du Canada pour une victoire électorale.

M. Mulroney doit rencontrer, la semaine prochaine, les trois premiers ministres réfractaires à l'entente du lac Meech: Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, Gary Filmon, du Manitoba, et Clyde Wells, de Terre-Neuve. Et il laissait entendre hier encore que des démarches progressent en vue de trouver un compromis, même si beaucoup croient que c'en est fait de cet accord soumis à la règle de l'unanimité pour s'appliquer.

Partisan de l'accord, le premier ministre de l'Ontario, David Peterson, affirmait quant à lui hier qu'une entente supplémentaire, ou parallèle, répondant tant aux voeux du Québec que des provinces réticentes, demeurait possible avant l'échéance du 23 juin. M. Peterson s'est récemment blessé en ski, et a passé la semaine dernière au téléphone avec ses homologues afin de dénouer l'impasse actuelle. □

Une fillette meurt après 40 jours de jeûne

Canadian Press

HEARST, Ontario

■ Une fillette de 10 ans a succombé après n'avoir consommé que de l'eau pendant 40 jours, ses parents pensant qu'un tel régime la guérirait de sa méningite.

La police soupçonne que l'enfant, Mellissa Larochelle, avait été soumise à ce «traitement» pour des raisons d'ordre religieux liées au jeûne que le Christ aurait suivi pendant 40 jours dans le désert.

Mellissa avait été recueillie par la Société d'aide à l'enfance le mois dernier, mais elle a finalement succombé vendredi dans un hôpital d'Ottawa, et a été inhumée durant le week-end à Saint-Jérôme, ville natale de sa mère.

Selon le sergent Robert Pilon, de la police provinciale de l'Ontario, il est évident que sa famille agissait en toute bonne foi, sans se douter du terrible danger qu'elle faisait courir à la malheureuse.

UN HOMMAGE DE La Presse

A l'automne 1939, le libéral Godbout est élu. Les suffragettes lui rappellent sa promesse, par une pétition de 10 000 noms. Le 25 avril 1940, c'est fait : 820 000 Québécoises ont enfin le droit de voter!

38

FEMMES EN TÊTE | COMPTE À REBOURS

La Quotidienne — Tirage d'hier

à trois chiffres	488
à quatre chiffres	9740

ABONNEMENT Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.	285-6911	ANNONCES CLASSEES Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h.	285-7111
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES Détaillants	285-7202
PROMOTION	285-7100	National, Tele-Presse	285-7306
COMPTABILITE Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7265
Annonces classees	285-6900	Carrieres et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiee par LA PRESSE, LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montreal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisee a diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associee et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulieres a LA PRESSE sont egalement reserves. «Courrier de la deuxieme classe — Enregistrement: numero 1400- Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

MARDI 20 MARS 1990 — 12-2-01

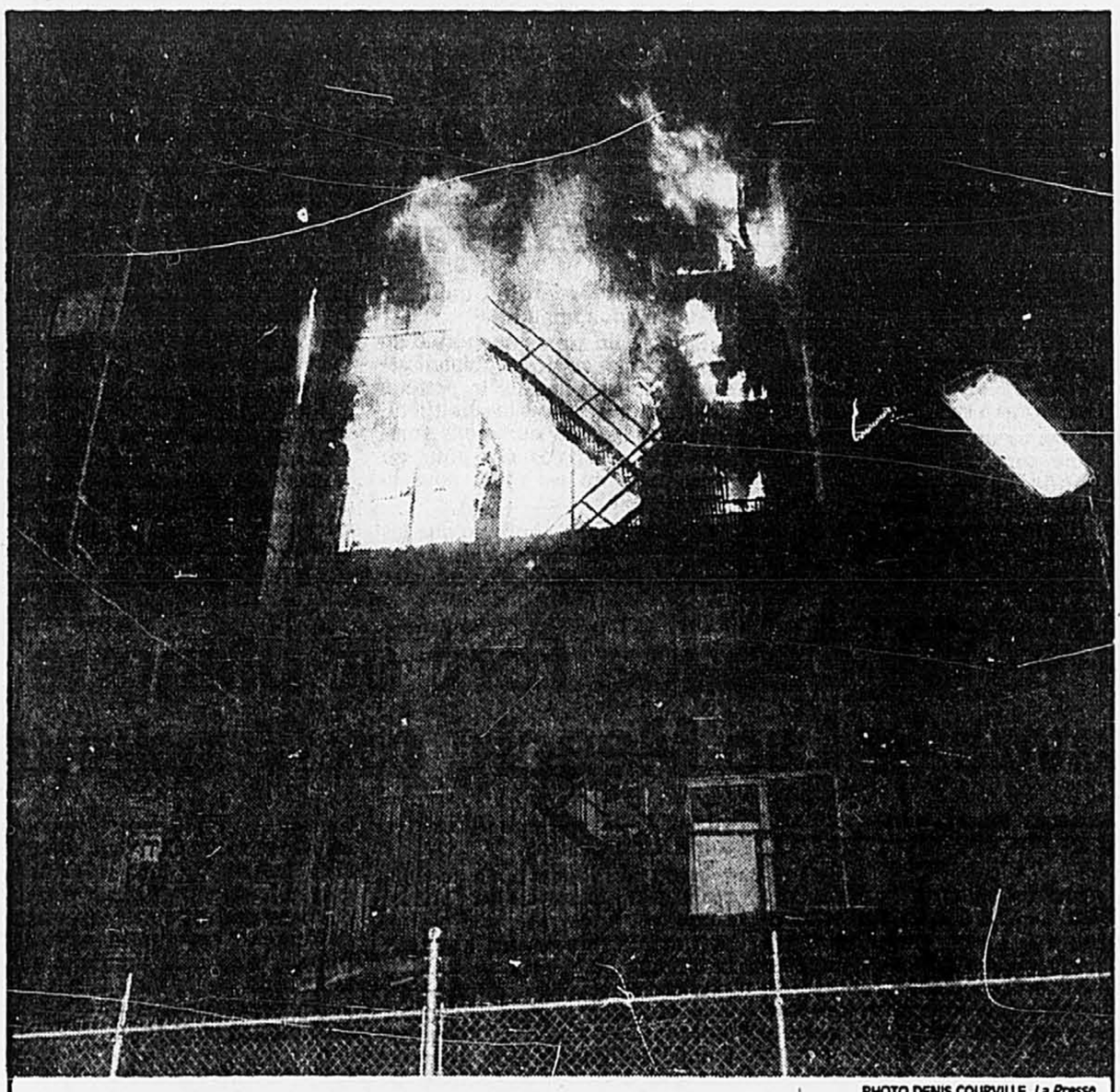


PHOTO DENIS COURVILLE, *La Presse*

Le Rising Sun rasé par le feu

La célèbre salle de spectacles du Soleil Levant, le Rising Sun, rue Sainte-Catherine ouest, a été presque complètement détruite par un incendie d'origine inconnue qui a pris naissance peu avant 19h, hier. Plusieurs commerces ont également été endommagés par le feu qui s'est propagé à au moins deux immeubles adjacents, provoquant la mise en alerte d'une centaine de pompiers. L'incendie a finalement été maîtrisé vers 20h30. Au moins quatre logements ont été détruits par les flammes, qui ont de plus causé des dommages sérieux à cinq commerces avoisinants. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet incendie.

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants :

- à Montréal : Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 20 h;
- à Montréal : Collège Marianapolis, salon des étudiants, local 23, 3880, chemin de la Côte-des-Neiges, de 9 h 30 à 16 h;
- à L'Assomption : organisée par le Club Optimiste avec la collaboration des Filles d'Isabelle, Collège de l'Assomption, 270, boulevard l'Ange Gardien, de 12 h 30 à 20 h 30.

Cahier SPECIAL

DEMAIN DANS La Presse

LES BELLES BOUTIQUES

Le printemps est une invitation à la promenade et, chemin faisant, à la fréquentation des belles boutiques de Montréal. Le cahier vous propose des arrêts au centre-ville, rue Peel, rue Sherbrooke, un peu plus loin rue Greene à Westmount et rue Bernard à Outremont, et des pointes dans les quartiers Ahuntsic, Nouveau-Bordeaux et Snowdon. Une bien belle promenade et de grandes bouffées d'air.

La Presse

STCUM: entente sur les horaires de travail

FLORIAN BERNARD

■ La question controversée des horaires de travail est enfin réglée à la STCUM. Une entente de principe est en effet intervenue à ce sujet à la table de négociations, en présence des deux parties et du conciliateur.

La porte-parole de la STCUM, Mme Louise Baillargeon, a confirmé l'information en soulignant que cette question était l'une des plus controversées. C'est à cause des nouveaux horaires de travail, imposés par la STCUM, que les employés d'entretien avaient entrepris, au début de janvier, une série de pressions, dont le refus systématique de travailler à temps supplémentaire, ce qui avait entraîné des ralentissements et des abolitions temporaires de circuits d'autobus.

En vertu de l'entente de principe — qui devra être ratifiée en assemblée générale des syndiqués — la STCUM pourra transférer un certain nombre de postes de jour aux quarts de soir et de nuit, au moment où les autobus sont disponibles dans les ateliers de réparation. Toutefois, aucun des employés actuels ne sera touché par ces changements. Ce sont de nouveaux employés qui occuperont les postes de soir et de nuit.

Pour arriver à ce résultat, la STCUM permettra à huit employés de prendre une retraite prématurée, sans perte de privilèges et d'avantages financiers.

37 heures et demie

D'autre part, il y a aussi une entente de principe en ce qui touche l'instauration d'une semaine de 37 heures et demie (au lieu de 40) et la création d'un comité paritaire d'évaluation du rendement. La seule question en litige, sur ce point, concerne les modalités de récupération des heures de travail perdues. Il reste à déterminer si cette récupération se fera avant la réduction de la semaine de travail, comme le veut la STCUM, ou après, comme le souhaite le syndicat.

«Nous sommes convaincus qu'il est possible de trouver rapidement des solutions satisfaisantes aux questions qui demeurent en suspens», a déclaré Mme Baillargeon à *La Presse*..

Rappelons qu'au chapitre des salaires, la STCUM offre des hausses de 5, 5 et 4,1 p. cent pour les trois années de la nouvelle convention, le tout assorti d'une clause d'indexation (maximum de 1 p. cent) pour 1991 et 1992.

Enfin, tous les circuits d'autobus ont fonctionné normalement, hier, et aucun retard n'a été enregistré. La situation est donc revenue à la normale sur l'ensemble du réseau, à la grande satisfaction des usagers.

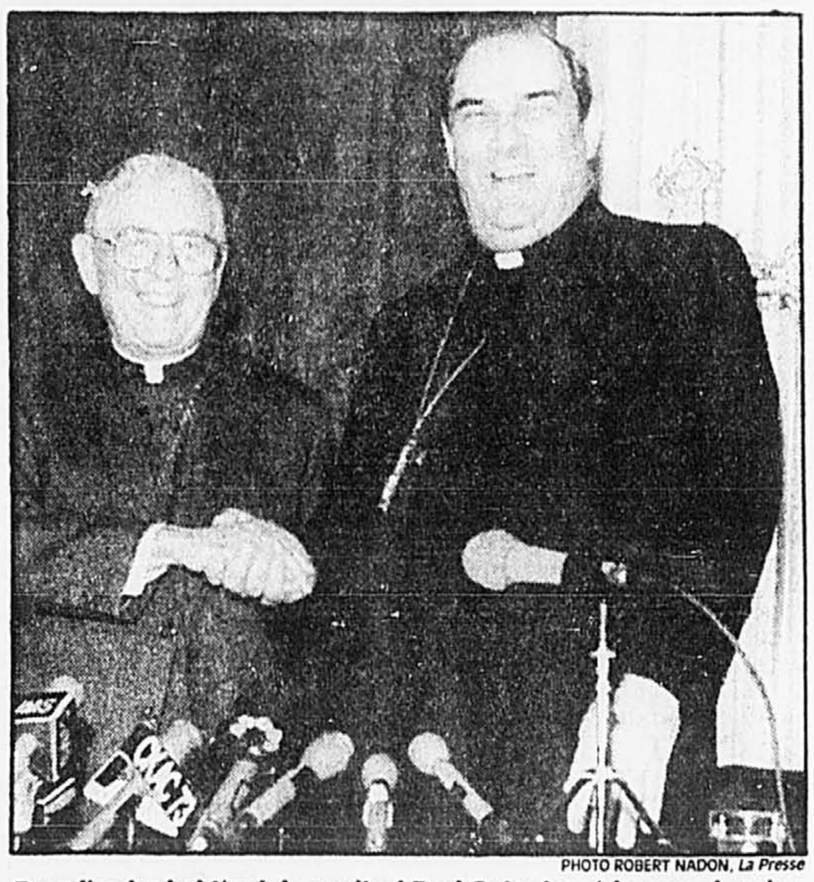


PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Dans l'ordre habituel, le cardinal Paul Grégoire et le nouvel archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte.

Mgr Turcotte au cardinal Grégoire: «Votre départ nous attriste et nous édifie»

JULES BELIVEAU

■ Les premiers mots du nouvel archevêque de Montréal, Mgr Jean- Claude Turcotte, au cours d'une rencontre avec la presse montréalaise hier, ont été des paroles d'admiration pour son prédécesseur. «Le départ du cardinal Grégoire, a-t-il dit, nous attriste et nous édifie.»

Le neuvième titulaire du siège épiscopal de Montréal depuis sa fondation en 1836 a également rendu hommage au cardinal Grégoire en rappelant comment, pendant 22 ans, il a tenu une responsabilité dont chacun devine le poids. «Vous l'avez fait avec un sens profond du service de l'Eglise, avec un respect des personnes, avec une constance et une sérénité inspirées par votre grande foi, a-t-il déclaré. Vous quittez le service d'une Eglise que vous avez fait cheminer dans la paix et dans l'unité.»

Mgr Turcotte a confié que, depuis que le pro-nonce apostolique lui a fait part de sa nomination à la tête du diocèse de Montréal, il y a un peu moins de deux semaines, il a connu «un long moment de peur». Il a expliqué que le défi qu'il aura à relever est immense, que l'annonce de l'Evangile aujourd'hui, dans un milieu qui connaît notamment une certaine indifférence religieuse et dans une Eglise montréalaise dont la complexité n'est pas facile à saisir, ne va pas sans quelques difficultés.

Le nouvel archevêque a toutefois déclaré que, par tempérament, il n'est pas du type angoissé et que — ce qui n'est pas une confidence, a-t-il souligné — il a la foi. «Pour moi, a-t-il dit, la présence de Dieu dans l'Eglise et dans le monde est une source de lumière et d'espérance. La foi nous permet de regarder en face les difficultés sans nous laisser abattre. Elle nous permet de découvrir les ressources immenses dont dispose notre Eglise de Montréal.»

Mgr Turcotte a dit vouloir travailler dans un esprit d'équipe avec des collaborateurs et des collaboratrices dont les expériences et les initiatives lui seront précieuses. «Au milieu de tous, avec tous, a-t-il ajouté, je veux être un pasteur en qui, je l'espère, nous bâtirons une Eglise encore plus fraternelle et plus communautaire.»

Le cardinal Grégoire a expliqué de son côté qu'une seule raison justifie son départ de la direction du diocèse de Montréal: son âge. En s'adressant aux journalistes, il a d'ailleurs dit: «J'ai 75 ans». Mais il a dû apporter une correction lorsqu'un prêtre assis près de lui a chuchoté qu'il avait quelques années de plus. «J'ai 78 ans...», s'est repris le cardinal.

Après avoir signalé qu'il jouit encore d'une bonne santé et qu'il faisait même du ski il y a quelques jours, l'ex-archevêque de Montréal a déclaré qu'il ne part pas parce que sa tâche était devenue trop ardue. «Nous vivons bien sûr des heures souvent difficiles et les défis ne manquent pas dans notre milieu, a-t-il dit. Mais l'Eglise de Montréal est en pleine croissance et elle est pleine de dynamisme et de promesses.»

Le cardinal Grégoire a ajouté un peu plus loin: «L'Eglise diocésaine de Montréal, après avoir navigué, comme bien d'autres Eglises, sur une mer agitée, avance présentement en eau plus calme sous le souffle de l'Esprit. Je ne déserte pas une Eglise en détresse, un navire qui est en train de couler. Je crois avoir suscité une prise en charge, par les membres de notre Eglise, d'une communauté diocésaine rassemblée sous le signe de l'unité, ainsi que je l'avais proposé en assumant la responsabilité de notre Eglise en avril 1968.»

Le cardinal Grégoire, enfin, a levé un coin de voile sur ses prochaines occupations. Il a indiqué que s'il quitte sa charge, il ne quitte pas l'Eglise de Montréal, pour laquelle il aura «amplement le temps de prier». Et il a l'intention, après avoir pris quelques temps de repos, de donner du temps aux pauvres, qui, a-t-il dit, ont toujours compté parmi ses meilleurs amis.

Inondations: 150 personnes évacuées à Bécancour

CP

BÉCANCOUR

■ Les crues inopinées de la rivière Bécancour ont noyé hier les bas quartiers de cette ville, située à mi-chemin entre Montréal et Québec, forçant quelque 150 personnes à évacuer en toute hâte leurs logis. La montée des eaux a été provoquée par un amoncellement de glaces qui s'était formé dimanche soir en aval de la rivière, faisant sortir celle-ci de son lit.

Par ailleurs, des crues similaires ont entraîné l'évacuation d'au moins 38 familles à Saint-Christophe-d'Arthabaska, près de Victoriaville, ainsi qu'à Saint-François-du-Lac, à l'est de Sorel. À Saint-Christophe, 78 vaches se sont noyées lorsque leur étable a été inondée.

Selon Marc Lavalée, de la Régie de la protection civile du Québec, des inondations causées par la fonte des neiges se sont produites dans les Cantons de l'Est, dans certains quartiers de Montréal, en Mauricie, ainsi qu'à Québec. Plusieurs routes ont dû être fermées.



PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

Plusieurs maisons de ferme de la région de Bécancour ont été transformées en demeures vénitiennes.

Pour bloquer la hausse des frais de scolarité, des étudiants bloquent le pont Jacques-Cartier

ANDRE PRATTE

■ Deux cents étudiants de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université de Montréal ont bloqué le pont Jacques-Cartier pendant une quinzaine de minutes en fin d'après-midi hier, en pleine heure de pointe, pour protester contre le dégel des frais de scolarité.

Les étudiants se sont assis à l'entrée du pont, paralysant complètement la circulation vers Longueuil. Ils ont quitté les lieux à l'arrivée de l'escouade anti-émeute. Ils se sont rendus à Radio-Canada, où une trentaine d'entre eux ont pu se rendre jusqu'à la salle des nouvelles. Ils ont quitté l'édifice sous escorte policière.

La manifestation s'était mise en branle vers 14h à l'Université de Montréal, où les étudiants ont commencé une grève de trois jours. Les 500 manifestants ont pris le métro pour se rendre à l'Université Concordia, puis ont marché jusqu'à l'UQAM.

C'est là qu'on a pris la décision d'aller manifester sur le pont Jacques-Cartier. «Ça a été une décision spontanée», a déclaré André Gagnon, représentant des étudiants de sciences humaines, arts et lettres de l'UQAM. Quand on lui a demandé si ce genre de manifestations ne risquaient pas de rendre la population moins sympathique à la cause des étudiants, M. Gagnon a répondu: «Ça a fait parler de nous, c'est ça l'objectif. Et ça n'a fait qu'ajouter un peu au retard quotidien à l'entrée du pont.»

L'Université de Montréal a connu hier sa première grève étudiante d'importance depuis plusieurs années. La grève avait été votée par 37 des 60 associations départementales du campus, mais à peine deux ou trois cents étudiants ont participé au piquetage organisé devant les principales entrées de certains pavillons. De nombreuses autres entrées et pavillons n'ont fait l'objet d'aucune manifestation; il était donc facile pour les étudiants et le personnel d'entrer.

La plupart des cours ont néanmoins été annulés dans les pavillons Marie-Victorin, Sciences Sociales et Darlington, soit qu'il n'y avait pas assez d'étudiants dans la classe, soit qu'une des «équipes volantes» des grévistes est intervenue pour «lever» le cours. Les cours ont eu lieu normalement, ou à peu près, au pavillon principal, au pavillon de Droit, et au pavillon Marguerite-d'Youville.

Interrogé par les journalistes, un des organisateurs de la grève, Nicolas Plourde, a refusé d'admettre que la faible participation des étudiants au piquetage démontrait l'impopularité de la grève. «Le vote a été pris par une majorité d'étudiants, la majorité des étudiants est avec nous, est contre le dégel des frais de scolarité.»

Sur une ligne de piquetage, une étudiante de biologie, Emmanuelle Bergeron, s'expliquait ainsi la faible participation des étudiants: «Les gens ne veulent pas manquer leurs cours, ils ne pensent pas à long terme. Ils ont peur que les profs ne soient pas d'accord avec la grève.»

Que donnera une grève de trois jours? «Nous voulons 'conscientiser' les gens, expliquer que ce qui est en cause, c'est si on veut une université pour les riches ou une université pour tout le monde», a expliqué Marc Champagne, un étudiant de biologie qui faisait du piquetage hier matin.

«Le gouvernement veut faire payer les étudiants au pire moment. Nous ne sommes pas contre payer quelque chose, mais ça serait mieux qu'on nous fasse payer une fois qu'on sera sur le marché du travail, qu'on aura plus d'argent», a ajouté Charles Leborgne, un étudiant d'informatique.

Le débrayage à l'Université de Montréal donne encore plus d'ampleur au mouvement de protestation amorcé la semaine dernière. On sait que la moitié des étudiants de l'UQAM sont en grève au moins jusqu'à demain, tandis que ceux de l'Université du Québec à Rimouski sont en grève générale illimitée. Les étudiants des cégeps de Rosemont, de Saint-Laurent, de Joliette et de Rimouski sont aussi en grève.

A ces gens se sont joints hier midi les étudiants du cégep Edouard-Montpetit, qui ont voté pour une grève générale illimitée. Mille étudiants participaient à l'assemblée générale; ils ont voté massivement en faveur du débrayage. Il y a un mois, dans le même collège, 62 p. cent des 2800 étudiants qui avaient participé à un référendum avaient rejeté le recours à la grève.



PHOTO RENÉ PICARD, *La Presse*

Après avoir quitté le pont, une trentaine d'étudiants ont pu se rendre jusqu'à la salle des nouvelles de Radio-Canada.

La piste cyclable fait fuir un marchand

L'aménagement de la piste, rue Rachel, rebute une partie de ma clientèle, dit M. Landry

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ M. Serge Landry, marchand de fruits de la rue Rachel, coin Saint-Hubert, n'est pas précisément un fervent du cyclisme. Et pour cause!

Depuis que la municipalité a aménagé une piste cyclable du côté nord de la rue, devant son petit commerce, dit-il, son chiffre d'affaires a perdu plus du cinquième de sa valeur.

Et il abandonne; il ferme ses portes après six ou sept années d'efforts. Coco-Fruits s'en ira probablement plus loin, dans l'est, «là où il y a moins de yuppies qui mangent au restaurant».

M. Landry, résigné, ne s'estime pas capable de résister à la vague de jeunes cadres montés à bicyclette qui s'annonce pour le mois de juin.

La piste cyclable ne sera justement pas prête avant cet été. Les affiches, les barrières ne sont pas encore posées; l'aménagement des passages, des lampadaires n'est pas encore terminé. Il y a du travail à faire, car la piste part du viaduc de la rue Rachel, loin dans l'est, et aboutit à la montagne.

Mais c'est depuis que les bordures, les balises de ciment de la piste ont été installées, au mois de novembre dernier, explique M. Landry, que les revenus hebdomadaires ont fléchi. Ils sont passés de 6500$ à 5000$.

Pourquoi donc? Parce que l'engorgement de la rue Rachel, aux heures de pointe, depuis le rétrécissement de la chaussée, soumet le commerçant, a incité les automobilistes à se disperser partout dans le quartier. Les clients réguliers du quartier circuleraient donc en moins grand nombre qu'auparavant sur cette voie commerçante. Ils ont modifié leurs habitudes et cette clientèle ordinaire n'est pas remplacée par de nouveaux passants, qui achètent ailleurs.

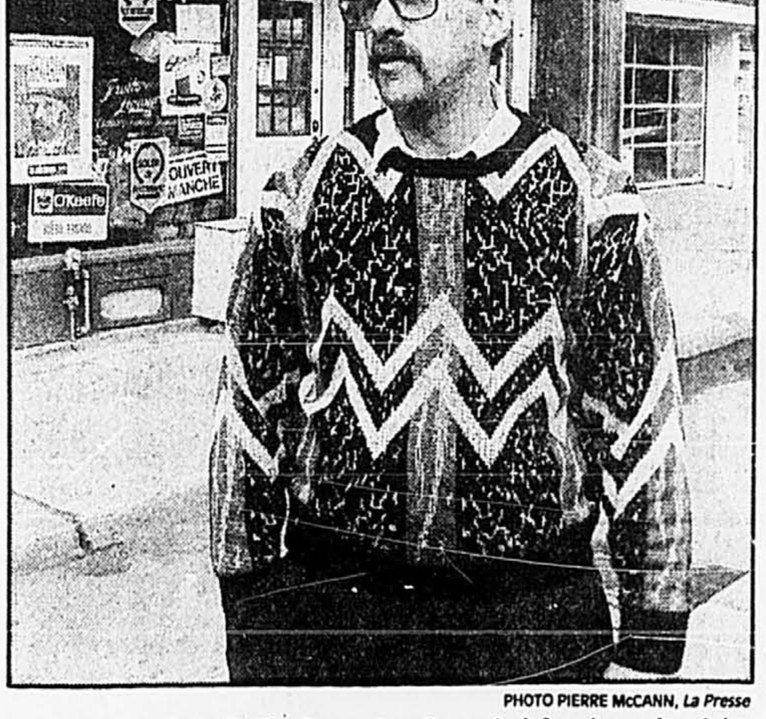


PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

Le marchand de fruits Serge Landry est debout sur la piste cyclable que la Ville aménage devant son commerce.

La Ville reconnaît que des commerçants ont signé une pétition contre la piste cyclable, l'année dernière. Mais elle explique que, depuis l'organisation d'une campagne municipale d'information, l'opinion a évolué et le nouvel équipement est devenu mieux accepté.

Et puis, explique un porte-parole, la rue Rachel est la meilleure voie pour relier directement à bicyclette les parcs Lafontaine et Jeanne-Mance. Le raccordement au parc Maisonneuve, lui, ne se fera que plus tard au cours d'une seconde phase.

Quoi qu'il en soit M. Landry, résigné, estime que la piste lui donne le coup de grâce. Le loyer, qui vient d'augmenter de 150$ par mois, les taxes municipales, qui s'élèvent à 1500$ — une augmentation de 5 p. cent, soutient-il, — n'expliquent pas cette fuite à l'est.

Les nouveaux occupants mieux nantis, dit-il, ceux qui ne condescendent pas à fréquenter ses étals à bon marché, eux, sont donc en cause. Ces derniers cuisineraient peu à la maison, croit-il, et cela ne donne pas grand espoir au petit commerçant de coin de rue...

Mercier conjure les gouvernements de dépolluer la nappe phréatique

À cette fin, huit maires et trois MRC créent le mouvement «Décontamination intermunicipale Mercier» pour faire bouger Québec et Ottawa

PIERRE BELLEMARE

■ Décontamination intermunicipale Mercier!

C'est le nom qu'ont donné à leur mouvement huit maires et trois Municipalités régionales de comté (MRC) du sud-ouest, où la contamination de la nappe phréatique «est considérée comme l'un des plus graves problèmes de pollution au monde».

Le maire de Mercier, Jocelyn Lazure, est à l'origine de ce regroupement qui, fatigué des tergiversations depuis déjà plusieurs années, implore les deux gouvernements de décontaminer la nappe phréatique de la région de Mercier, près de Châteauguay.

Les élus municipaux insistent surtout pour que les 200 citoyens de Saint-Paul-de-Châteauguay puissent avoir droit à un approvisionnement en eau potable, ce dont ils sont privés depuis quelques années.

En cela, les députés libéraux à l'Assemblée nationale Pierrette Cardinal et André Chenail, ainsi que le porte-parole péquiste en matière d'Environnement, Denis Lazure, et le député conservateur Ricardo Lopez sont tous prêts à appuyer la cause du nouveau regroupement intermunicipal.

«Le gouvernement québécois a investi 50 millions$ à Saint-Basile-le-Grand (la catastrophe des BPC). Il pourrait consacrer quelques millions dans la région de Mercier, pour dépolluer la nappe phréatique», indiquait hier l'ex-ministre Lazure.

Il ajoutait que cette contamination, «causée par la négligence des gouvernements de la fin des années 60 et du début des années 70, devrait être réparée par Québec, non pas par des citoyens du milieu».

M. Lazure évoquait alors le laisser-aller gouvernemental qui, il y a deux décennies, permettait aux industries polluantes de déverser, dans les lagunes de la région de Mercier, des matières toxiques de toute nature.

«On ne sait même pas combien ça pourrait coûter pour dépolluer la nappe phréatique, parce que les experts sont incapables aujourd'hui d'en mesurer les dégâts», signale le maire de Mercier.

A court terme, le regroupement intermunicipal voudrait qu'on assure un approvisionnement en eau potable pour tous les résidants de la région. Qu'on procède à des tests régulièrement et que ces tests soient rendus publics.

On voudrait aussi qu'on trouve le moyen de décontaminer la nappe phréatique et, ces prochaines semaines, on souhaiterait que la commission Charbonneau — chargée d'identifier les sites dangereux au Québec — tienne des audiences publiques à Mercier.

«Ces audiences ne porteraient que sur la contamination de la nappe phréatique. Nous avons un mémoire à présenter là-dessus à la commission Charbonneau. Nous aimerions le présenter à Mercier», conclut le maire Lazure.

Enfin, Gabriel Grégoire, l'ex-footballeur des Alouettes et conseiller municipal de Sainte-Martine, affirme que «la pression doit être mise sur le gouvernement Bourassa, puisqu'il hésite à signer une entente fédérale-provinciale — de 150 millions$ — servant à décontaminer le sous-sol».

Imbroglio à propos de HLM à St-Henri

■ A Saint-Henri, les habitants de la coopérative La Tannerie ne veulent pas avoir comme voisins les locataires de 18 logements sociaux prévus par l'Office municipal d'habitation depuis le printemps 1988. Ce projet de HLM, approuvé en décembre 1988 par le Conseil municipal de Montréal, devait coûter 1,1 million$.

Ces logements devaient être construits sur un terrain vacant, aujourd'hui utilisé comme stationnement et situé au coin de Workman et de Rose-de-Lima.

Les locataires de Saint-Henri manifestaient hier matin sur ce terrain qui, à la suite d'une erreur administrative de la Ville de Montréal, a été attribué à la Coopérative La Tannerie. «Une coop où la part sociale avait été fixée en 1982, lors de la construction, à 1 500$, dit Jean-Pierre Wilsey, du Comité Logement POPIR». Mais cette erreur annule la décision de construire des logements sociaux, à moins que la Ville ne puisse racheter les 7000 carrés de terrains attribués en trop à la coopérative La Tannerie. Cette dernière refuse de vendre à la Ville le terrain évalué à 300000$ par la SCHL (Société centrale d'hypothèques et de logement) mais le vend 175000$ à une société immobilière, Les Habitations Mont-Pinacle, qui voudrait y construire des condos.

Des écoliers proposent à la Ville divers moyens de réduire l'impact des grands travaux et du nettoyage public

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Les citoyens de Montréal de la base, y compris la jeune relève des écoles, ont proposé à l'administration municipale qu'elle réduise, de diverses manières, l'impact que les grands travaux et le nettoyage public peut avoir sur les résidents.

Voilà un fait qui se dégage parmi d'autres d'un cahier intitulé «A vos balais; à vos stylos» que le président de la Commission d'aménagement de la Ville, M. André Lavallée, a présenté hier à la presse devant les élèves de la sixième année primaire A de l'école Saint-Mathieu.

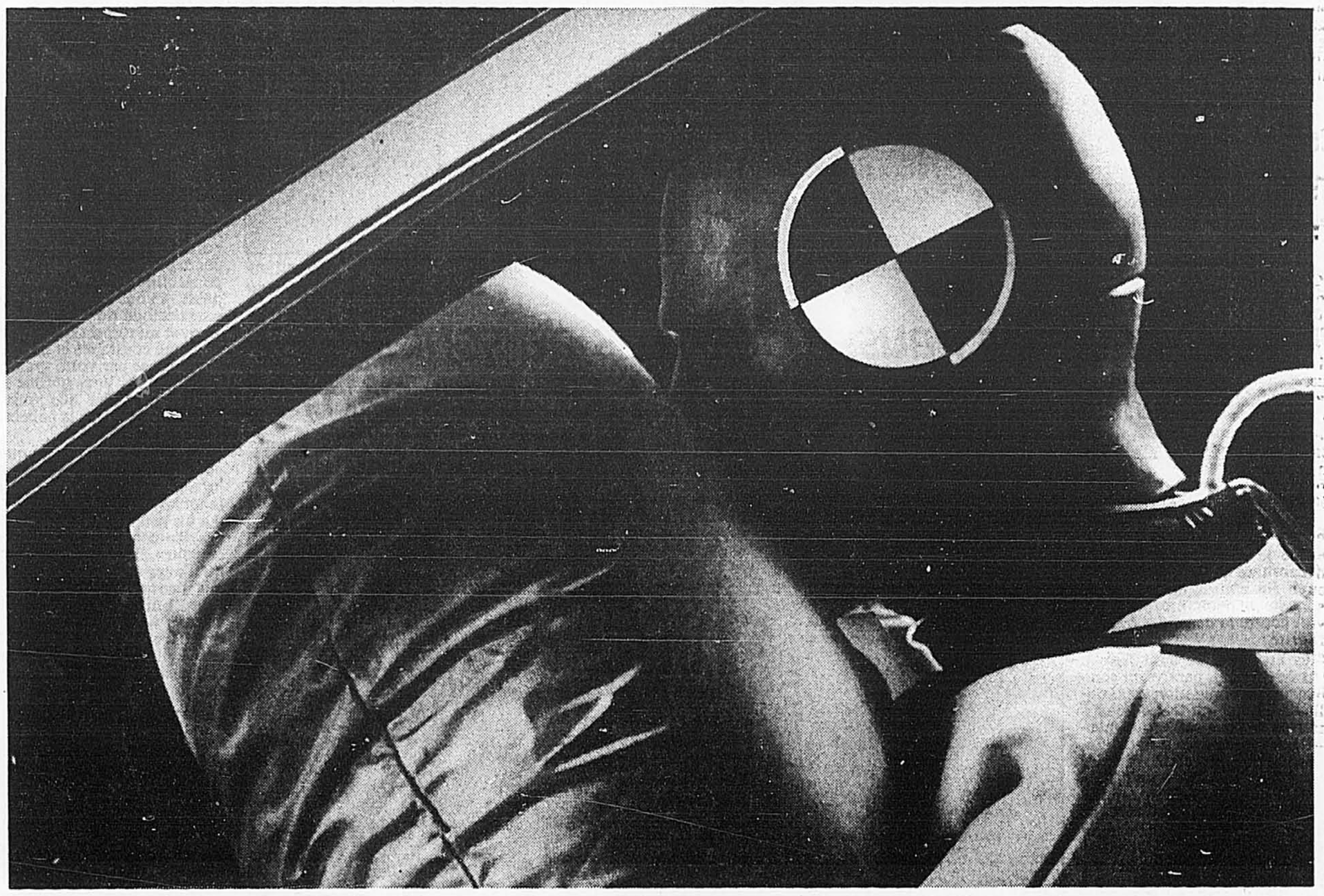
Ce document constitue le résumé des suggestions soumises par les citoyens concernant le maintien de la propreté en réponse à l'appel lancé par la municipalité en octobre dernier. La Commission de l'aménagement s'en inspirera pour présenter au comité exécutif, le mois prochain, une politique générale sur la salubrité publique.

M. Lavallée a félicité les jeunes élèves de la petite école du quartier Saint-Michel et leur maîtresse, Mme Hughette Sainte-Marie. Il a signalé l'importance pour chacun, telle que manifestée par les élèves eux-mêmes dans leur présentation, de se sentir solidaire des administrateurs de la ville en agissant comme protecteur de l'environnement.

Les citoyens ont par ailleurs diversement signalé l'importance pour la Ville de s'intéresser davantage à l'environnement immédiat des habitants en réduisant l'impact des procédures de nettoyage. Ils ont par exemple proposé le rétablissement des «nettoyeurs à pied» qui ont charge de ramasser les détritus et qui ont été remplacés par de bruyantes mécaniques. Voici quelques unes des autres suggestions:

- □ Obliger les propriétaires de conciergeries à mettre des dépôts d'ordures ménagères à la disposition de leurs locataires;
- □ Inciter les citoyens à utiliser le transport en commun pour réduire la pollution au monoxyde de carbone...

LA LEGEND LS 1990. HAUTE PERFORMANCE ET GRANDE RETENUE.



SYSTÈME DE RETENUE SUPPLÉMENTAIRE.

La Legend LS 1990 est une voiture de performance très perfectionnée et de toute beauté. L'ingénierie qui vise surtout le confort et le bien-être de l'automobiliste la distingue de ses concurrentes.

La Legend LS est équipée d'un Système de retenue supplémentaire (SRS) à coussin gonflable, côté conducteur, dans le moyeu du volant. Ce SRS est conçu pour un gonflage dans les ,045 d'une seconde, le temps d'un battement de paupière, et aide à coussiner la tête et les épaules de l'automobiliste advenant une collision frontale à plus de 16 km/h. Les sections avant et arrière de la carrosserie de la Legend sont conçues pour servir d'amortisseurs qui aident à absorber et à dissiper l'énergie du choc. Le pourtour complet de l'habitacle est en acier robuste pour aider à assurer une excellente protection des occupants. Cela est très rassurant.

FREINS ANTI-ENRAYEURS.

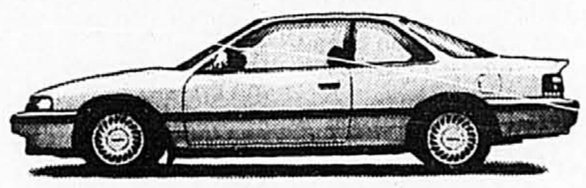
Tous les modèles Legend L et LS sont équipés d'un système de freins anti-enrayeurs perfectionnés. Le FAE est conçu pour aider à empêcher le blocage des roues lors des freinages durs. Ainsi, les roues continuent de tourner ce qui permet de maintenir la maîtrise de la direction même par mauvais temps. Le système comporte un microprocesseur et des palpeurs à chaque roue qui modulent la pression du frein jusqu'à 10 fois la seconde, ce qui est beaucoup plus rapide qu'humainement possible.

CONFORT ET SÉCURITÉ.

Au volant d'une Legend LS, vous profiterez de tous les avantages propres à une voiture haute performance. Sièges garnis de cuir souple. Système de sécurité perfectionné. Centre des données du conducteur. Console centrale ronce de noyer. Chaîne stéréo Bose® dynamique.

La fiabilité de la Legend et l'excellence du service de ses concessionnaires sont prouvées par le fait qu'au cours des trois dernières années d'affilée Acura a mérité le premier rang de l'Index de satisfaction du client de J.D. Power and Associates*.

*Pour de plus amples renseignements sur la garantie Acura de 5 ans/100 000 km;** les noms des concessionnaires et le Plan AcuraBail;*** téléphonez sans frais au 1-800-263-2828.*



ACURA

Les voitures construites de main de maître.

Votre vie tient à votre ceinture.

*Sondages 1987, 1988 et 1989 de l'Index de satisfaction du client d'une voiture neuve de J.D. Power and Associates sur la qualité du produit et le service du concessionnaire aux États-Unis. **Selon le cas échéant le premier. Détails chez le concessionnaire. ***Un service Acura authentique offert par Honda Canada Finance Inc. Bose est une marque déposée de Bose Corporation. Protégée par des droits de brevet agréés et/ou en instance.

ACURA

PRESTIGE ACURA
3700 Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234

ACURA PRÉSIDENT
4648 Boul. St. Jean N., Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991

LUCIANI ACURA
4040 Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344

ÉLÉGANCE ACURA
1144 Rue Principale, Granby Tél.: 378-4969

LES GALERIES ACURA
7100 Boul. Métropolitain E., Anjou Tél.: 354-8811

CLUB 402 HOMME

- Costumes importés d'Italie 100% laine
- Coupe exclusive
- Nous avons un tailleur sur place pour vos retouches

402

1237, rue de la Montagne (3e étage) Montréal
Tél.: 861-3636



de RENÉ SIMARD à MICHEL RIVARD

CFGL 105.7
C'est tout.

Une station COGECO

200 étudiants de la polyvalente Horizon-Jeunesse désertent leurs cours pour manifester

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La direction de la Commission scolaire des Mille-Iles, à Laval, se demande si c'est la fièvre du printemps ou le débat linguistique qui a entraîné, au début de l'après-midi hier, quelque 200 élèves de la polyvalente Horizon-Jeunesse à déserter leurs cours.

Cette institution du quartier Auteuil est fréquentée par des garçons et filles des niveaux du secondaire III, IV et V. Les plus vieux n'ont pas suivi le mouvement.

Tout en scandant plusieurs slogans, dont «Loi 101-Québec», les manifestants se sont dirigés vers l'Odyssée des Jeunes, une école secondaire des niveaux I et III.

La direction de la première école avait le temps d'alerter celle de la deuxième avant que le groupe se présente. Les élèves de l'Odyssée des Jeunes ont regardé les manifestants par les fenêtres et aucun n'a quitté sa classe.

Le directeur général de la CS des Mille-Iles, M. Claude Potvin, a déclaré que tout s'était déroulé calmement sous la surveillance de la police.

À cet endroit le nombre d'allophone est presque inexistant. On crait d'autres manifestations au cours des prochains jours. «Nous sommes aux aguets et les étudiants seront informés des sanctions possibles. L'arrivée du printemps apporte toujours un prétexte pour sortir de l'école», a conclu M. Potvin.

Pendant ce temps, les examens se sont déroulés normalement à la polyvalente Saint-Maxime, théâtre de deux manifestations la semaine dernière.

Les élèves semblent bien accepter les directives des autorités scolaires. Quelques parents de certaines communautés culturelles ont cependant maugréé à la Commission scolaire Chomedey de Laval parce qu'ils avaient mal interprété les directives.

Le vice-premier ministre du Québec, Mme Lise Bacon, également député de Chomedey, circonscription où est située l'école Saint-Maxime et la plus forte concentration ethnique à Laval, fait appel aux jeunes afin qu'ils ne se laisssent pas entrainer dans des incidents inutiles et regrettables. «Ils n'apportent rien de positif dans l'harmonisation des relations entre les différentes communautés culturelles du secteur à une époque où des défis importants comme l'environnement, la démographie, la santé, l'éducation ainsi que le développement économique sollicitent la société québécoise à se surpasser», précise-t-elle.

Peu de chances de crise linguistique à la CECM

GEORGES LAMON

La récente crise linguistique à l'école Saint-Maxime de Laval ne devrait pas se répercuter dans les 220 écoles de la Commission des écoles catholiques de Montréal où pourtant la concentration ethnique s'élève à près de 40 p. cent.

«Dans les écoles de la CECM toutes les directions d'écoles ont été avisées de prévenir toute réaction négative dans le milieu étudiant, précise Robert Attar, directeur de l'Office des relations interculturelles de la CECM. De plus, à la demande même de l'Association des directeurs d'écoles de Montréal (ADEM) une étude est actuellement en cours pour préparer un plan d'action en vue de rendre le français, langue de communication. Il ne faut pas oublier que chaque année on inscrit 4000 élèves d'ethnies différentes.»

M. Attar rappelle que la CECM compte tout de même une expérience de vingt années avec les groupes ethniques, depuis la création du comité consultatif des groupes ethniques. Bien sûr, il admet que ce dossier est en évolution et que de grands pas ont été faits. Même si la conjoncture politique a aussi changé la situation.

À la polyvalente Lucien Pagé, qui accueille 2050 élèves avec une concentration ethnique frisant aujourd'hui les 70 p. cent, dont 42 ethnies, le directeur de l'école ne croit pas qu'on puisse vivre une même situation. À son avis, peut-être qu'à Laval on n'a pas préparé les élèves à l'intégration des allophones.

«C'est une des écoles secondaires les mieux préparées pour intégrer les allophones, soutient M. Claude Lefebvre. Ici les élèves ont été habitués à fonctionner ensemble. Depuis de nombreuses années on sensibilise les allophones à la réalité québécoise par le biais de la semaine culturelle et d'un comité d'interprètes. On veut que le français soit prioritaire à l'école et on incite les jeunes à le parler. On leur montre qu'ils doivent parler français.»

Mais M. Lefebvre reconnait qu'il est plus difficile d'obliger les élèves à ne pas communiquer dans leur langue maternelle en dehors des cours uniquement donnés en français.

«Ce n'est pas quelque chose d'acquis, il faut insister et parler français constamment, précise le directeur Lefebvre. Je ne dis pas que la lutte est gagnée, mais il faut toujours revenir à la charge, sans cela on sera vite dépassé. Je crois qu'actuellement on se trouve à un tournant et il va falloir que cette intégration se fasse ailleurs aussi.»

École Van Horne

Du côté de l'école Van Horne, une école francophone cosmolpolite où l'on trouve 900 élèves dont 80 p. cent d'allophones répartis dans 80 ethnies différentes, on ne connait pas non plus de difficultés avec le français.

«Tous nos cours sont donnés en français et on les incite même à communiquer en français en dehors des cours, insiste la directrice Esther Stotland. Dailleurs, ça fait partie de notre projet éducatif de franciser le plus d'enfants possible. Dans l'ensemble ça se déroule plutôt bien. C'est très enrichissant, un défi continuel.»

Cependant, selon Mme Stotland, l'école doit faire face à un double défi: inculquer le français et faire du rattrapage scolaire.

«Si ce n'était que le français, ce ne serait rien, explique-t- elle. Le problème c'est que de plus en plus de jeunes arrivent après un séjour en classe d'accueil avec un bagage académique insuffisant. Il y a énormément de rattrapage scolaire à faire en plus. Et nous manquons de ressources pour y parvenir.»

Ryan n'interviendra pas dans les négociations

MICHELE OUIMET

Le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, a refusé d'intervenir dans les négociations pour le renouvellement des conventions collectives des 130 000 membres de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). La présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, avait exigé vendredi l'intervention du ministre.

«Les points en litige relèvent de la compétence du Conseil du trésor», a spécifié l'attaché de presse du ministre Ryan, Luc Rhéaume.

Les négociations achoppent sur la question du régime d'arbitrage des griefs. Le gouvernement exige que les griefs soient plus souvent entendus par un seul arbitre plutôt que par un tribunal composé de trois personnes, soit un arbitre et un représentant du monde syndical et patronal.

La CEQ a rejeté la proposition du Conseil du trésor. «Nous préférons un tribunal. La jurisprudence établie est plus solide. On évite ainsi l'accumulation des griefs et l'engorgement du système», a expliqué hier le responsable de la coordination à la CEQ, Pierre Bernier.

La CEQ avait convoqué hier les parties patronales à trois tables sectorielles pour déposer des propositions de règlement sur les derniers points en suspens. «Ils nous ont répondu: réglons d'abord la question des griefs. Après seulement, les négociations pourront reprendre», a affirmé l'attachée de presse de la CEQ, Maroussia Kishka.

«Il n'y aura pas de négociations aux tables sectorielles tant et aussi longtemps que la question des griefs ne sera pas réglée», a confirmé l'attaché de presse du président du Conseil du trésor, Jocelyn Dumas. Les pourparlers sont suspendus depuis le 13 février.

Le responsable de la coordination de la CEQ, Pierre Bernier, rencontrera, aujourd'hui ou demain, le chef négociateur du Conseil du trésor, Michel Crête. «Nous allons déposer de nouvelles propositions, a expliqué Pierre Bernier. Nous reculons tranquillement dans nos revendications.»

Si une entente intervient sur ce point, le reste des négociations peut se régler assez rapidement. «Une semaine», se risque Pierre Bernier.

Quelques points restent en litige, plus particulièrement chez les professionnels des commissions scolaires et des cégeps et chez les techniciens médicaux.

Conrad Bouchard pourra faire interroger les quatre avocats impliqués dans sa cause

Conrad Bouchard, condamné en 1987 à 24 ans de prison pour avoir importé 13 kilos de cocaïne, a reçu hier l'autorisation de la Cour d'appel de faire interroger les quatre avocats qui avaient été impliqués dans sa cause et celle de Louis Henry, un des quatre co-accusés.

Cette autorisation constitue une requête préliminaire. Bouchard et Henry, condamné à 19 ans de prison, ont tous deux porté en appel le verdict du jury et les sentences décrétées par le juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, en octobre 1987.

En plus, ils demandaient la présentation et l'admission d'une preuve nouvelle et additionnelle. Ces deux requêtes, appuyées d'affidavits, allèguent que «les intérêts personnels» des avocats de Bouchard et de Henry étaient «en conflit» avec ceux de leurs clients.

Bouchard était représenté par Me Gilles Daudelin et Henry était défendu par Me Daniel Rock. Les deux autres accusés dans cette affaire, qui ont écopé de six ans de prison chaque, étaient Denis Bouchard et Jean-Guy Bourgouin. Ils étaient défendus par Me Jean Dury et Me Anne-Marie Lanctôt.

Les deux hommes, qui ont présenté des requêtes distinctes, demandaient que Me Daudelin, Me Rock et les deux autres procureurs au dossier, Me Dury et Me Lanctôt, soient entendus comme témoins et que leur témoignage soit admis en preuve et versé au dossier de la cour.

Les trois juges de la Cour d'appel, les juges William Tyndale, Paul-Arthur Gendreau et Michel Proulx, ont souligné que lors d'une audition au début du mois, les parties avaient plaidé sur l'ensemble du dossier et avaient convaincu le tribunal qu'il y avait lieu, dans un premier temps, de permettre que soit recueillie la preuve proposée.

Par la suite, la cour décidera si la preuve offerte doit être reçue.

Pierre Foglia



Moi, de mauvaise humeur?

SAINT-ARMAND

Une devinette. Je reviens de Nouvelle-Zélande, d'Australie, de Thaïlande, de Calcutta, du Viet Nam, de Chine et de Hong Kong... Selon vous, quel est le trait de civilisation qui unit ces lieux extrêmes-orientaux à Saint-Armand, PQ? Pensez à un commerce...

Non, ce n'est pas MacDonald. Il n'y a pas de MacDonald à Canton. Vous brûleriez plus avec Benetton, le Croteau italien des yuppies. Benetton qui fait les secrétaires de la même couleur et de la même longueur à Canton comme à Calcutta comme à Chicoutimi. Mais il n'y a pas de Benetton à St-Armand, fait que ce n'est pas la bonne réponse à ma devinette...

La bonne réponse la voici. Le trait de civilisation qui unit les hommes au-dessus des races, des religions, des régimes politiques et de l'équateur: c'est le *club vidéo* mon vieux. Au plus profond de la brousse, au plus noir de la misère noire, au plus loin du minimum vital, là où il n'y a ni pain ni lumière, il y a quand même, il y a toujours, un club vidéo. Et quelques films de cul et quelque films de Rambo, levain d'une culture enfin universelle qui fait de l'homme des antipodes un aussi joyeux tôton que l'homme de St-Armand, mon voisin, mon frère.

À quelques petites différences près, bien sûr. Une meilleure alimentation fait le tôton de nos contrées plus fort et plus épais...

On s'allume plus l'esprit à l'âpre combat de la survie qu'aux radotages sur le lac Meech. Et c'est ce qui m'a le plus frappé quand je suis rentré: combien nos intellectuels étaient gras et cultivés. Avec plus rien de ce qu'on appelle l'intelligence de la rue. Encore moins de la ruelle. Tout dans le discours. Sans une crisse d'étincelle. Le grand confort. Le grand con fort.

* * *

Mais vous allez dire que je vous reviens de mauvaise humeur. Ce qui ne m'étonnera pas: vous dites n'importe quoi. Depuis que je suis rentré vous m'avez déjà agoni de tant de questions idiotes. Tiens, ne m'avez-vous pas dit: «Comme ça, tu n'as pas aimé Bangkok?»

Alors que tout au contraire j'ai adoré détester Bangkok. Cette grosse erreur de béton en forme de piste de moto-cross, avec ses marchés flottant sur des rivières d'étrons, et ses temples magnifiques pleins de bouseuses boudinées venues admirer les bouddhas boudeurs...

Vous m'avez dit aussi: «Alors comme ça, tu n'as pas aimé les Chinois?»

J'adore les Chinois. Ce sont eux qui ne nous aiment pas. Ils n'ont pas le droit. Mais même quand il ne leur sera plus défendu de nous aimer, ils ne nous aimeront pas plus. Ils méprisent les occidentaux en même temps qu'ils les vénèrent obséquieusement...

Ce n'est pas clair? Rien n'est jamais clair. Sauf dans les guides touristiques en couleur.

Vous m'avez dit encore: «On a bien vu que tu t'ennuyais de Saint-Armand, de tes chats et de ta fiancée...»

Vous n'avez rien vu du tout. Je m'ennuyais quand j'en avais envie. Pour mon plaisir. Et pour faire des chutes romantiques à mes chroniques...

* * *

Bien sûr que j'ai fait un beau voyage. Sauf que j'ai bien dû perdre une semaine dans les aéroports. À attendre devant des comptoirs, des guichets et des carroussels à valises. Douanes, immigration, contrôles, fouilles et questions idiotes...

— Ouvrez ça...

J'ouvre la boite du bicycle. Le douanier regarde dedans...

— Qu'est-ce que c'est?

— Vous avez trois chances. Un vélo. Un piano en pièces détachées. Un camion de pompier à pédales...

— Vous vous foutez de moi?

— Non, pourquoi?

Il n'y a pas de temps plus irrémédiablement perdu que celui que l'on perd dans les aéroports. Les 75 minutes de vol entre Bangkok et Saïgon, prennent la journée. Un million de formulaires, de contrôles...

— Qu'est-ce que c'est que ça?

— Un couteau suisse...

— Pourquoi faire?

— Bien des choses. Peler une pomme. Couper un morceau de fromage. Ouvrir une bouteille de vin avec le tire-bouchon. Et vous voyez la petite scie, ici? Quand je m'ennuie dans l'avion, je me bricole des armoires de cuisine...

— Vous vous foutez de moi?

— Quelle idée!

Avions pleins tout le temps, boites à sardines volantes... Il n'y a pas de bonnes compagnies aériennes. Il y en a seulement quelques-unes pires que les autres. Comme North West, à éviter absolument...

Oui, j'ai fait un beau voyage. Sauf le voyage lui-même, évidemment.

* * *

Des gens intéressants? Plein. Partout. De tout... Entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie un jeune Suisse-Allemand qui faisait le tour du monde (du monde «civilisé» m'a-t-il souligné) à la recherche d'une terre à cultiver! «Parce que la Suisse c'est tellement petit»... Ce qu'il avait vu de mieux jusqu'ici? Je vous le donne en mille: Winnipeg! «Parce que c'est tellement grand!»... Et pendant une heure, cet Helvète ébloui m'a parlé de Winnipeg comme on parle de Venise ou de Florence. C'est bien pour dire que le lieu importe peu quand le rêve est possible...

De tout... Entre Calcutta et Bangkok un Indien qui m'a dit: «Je parie que vous ne savez pas que Calcutta a le plus beau terrain de golf d'Asie». Je lui ai donné dix roupies: «Vous avez gagné, je ne le savais pas».

Gens du voyage... j'ai rencontré les plus exaspérants mais aussi les plus magnifiques chez les bénévoles de Mère Teresa à Calcutta. J'ai en tête quatre infirmières anglaises de Saint-Helens près de Liverpool, straights comme des parapluies, qui tous les deux ans viennent donner cinq semaines de travail à mère Teresa... Je partageais leur petit déjeûner et l'édition indienne du Times dont elles m'abandonnaient les pages sportives... De temps en temps, en découvrant dans les colonnes de résultats que les North Stars du Minnesota avaient battu les Canucks de Vancouver 3 à 2, je laissais échapper un soupir de contentement: «Ah ben mon vieux»... Celle qui avait des lunettes me demandait alors avec un rien de condescendance:

— Good news?

— Indeed! répondais-je, plus british qu'un vrai.

Gens du voyage... Les Canadiens ont généralement une feuille d'érable grande comme ça, cousue sur leur sac à dos. Patriotisme auquel se mêle une part de calcul: ils sont persuadés que le monde entier les trouve sympathiques. En effet. Et légèrement morons. Mais inoffensifs. Et si faciles à éviter...

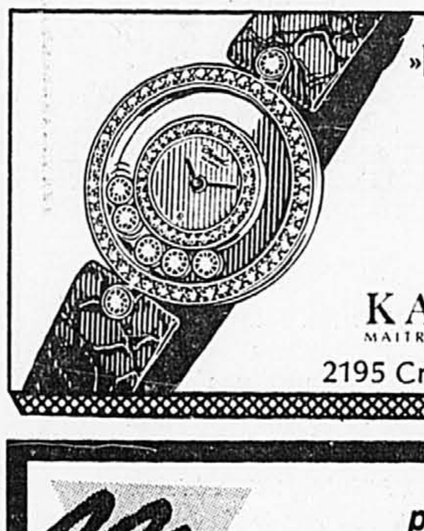
* * *

Et la bouffe! Odorantes et fondantes bouffes de rues de Thaïlande, du Viet Nam, de Hong Kong. Même à Calcutta, purées qui ont l'air dégueulasses comme ça, qu'on goûte du bout du dents avant d'en reprendre trois fois...

Mais ce n'est pas la bouffe que j'ai préférée. J'ai préféré écrire si vous voulez tout savoir...

Le merveilleux, le magique, l'exotique de ce voyage-là, c'était de n'avoir rien d'autre à faire que de vous écrire.

Parce que je vous aime. Même quand vous me posez des questions idiotes...

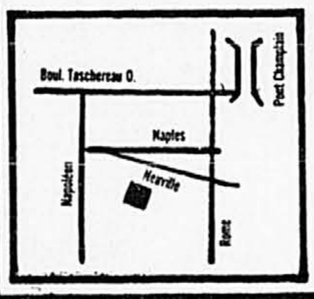

»HAPPY DIAMONDS®
Chopard
GENÈVE
KAUFMANN
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954
2195 Crescent, (514) 848-0595

pour l'individu
à la recherche de l'excellence...
COURS D'INFORMATIQUE
JOUR / SOIR OU FIN DE SEMAINE
SUR IBM (DISQUE DUR)
— Introduction aux PCs 145$ / 15 h
— Lotus 1-2-3
— Wordperfect I, II
— DOS 65$ / 6 h
YWCA de Montréal (métro Lucien L'Allier)
Pour inscription: 866-9941
Inscription continuelle: 322-7580

loto-québec Résultats
Tirage du 90-03-19
Banco
2 7 12 18 19
26 28 30 34 41
43 48 56 58 60
63 64 65 66 68
Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirage
PROCHAIN TIRAGE: 90-03-21
IVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Cours de base de fine cuisine familiale par Henri Bernard
Avec 50 délicieuses recettes de tous genres, les bases-clés de toute réussite.
SESSION MI-MARS — FIN MAI
SÉANCES D'INFORMATION
Au choix: 21, 27, 28 et 29 mars
PROSPECTUS: 843-6481
3942, rue Saint-Denis, Mtl H2W 2M2
Permis d'enseignement CP 0304
Institut Culinaire Henri Bernard

LES JARDINS CAMBONI

Maisons de ville de luxe au coeur de Brossard
près du centre-ville de Montréal
☐ Taxes très basses
☐ Adjacent au parc


perri
Bureau des ventes:
2687, av. Neuville Brossard
443-8173 / Tél.: 676-2685
LA BRIQUE D'ARGILE CUITE ST-LAURENT: IMBATTABLE.

NEUF VIRGULE NEUF POUR CENT (9,9%)*

SUR LA CHEVROLET CAVALIER ET LA PONTIAC SUNBIRD

Les paroles s'envolent mais ce qui est écrit demeure. GM du Canada offre un taux de financement de 9,9 % sur la Cavalier et la Sunbird. Le plan de financement dure 48 mois, mais cette offre se termine le 24 mars 1990, elle. 9,9 % du 12 février au 24 mars 1990, c'est écrit.

*L'offre s'applique à tous les véhicules neufs 1990 et des années précédentes des Chevrolet Cavalier et Pontiac Sunbird achetés à partir du stock d'un concessionnaire. Tout ces modèles sont offerts en quantité limitée et ils ne sont pas nécessairement disponibles chez tous les concessionnaires. L'offre est en vigueur à compter du 12 février 1990 jusqu'à la fermeture des bureaux le 24 mars 1990 ou jusqu'à épuisement des stocks. L'acheteur sera tenu de payer les taxes applicables, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport au moment de l'achat. Toutes les demandes de crédit devront être approuvées par GMAC qui se réserve le droit d'exiger un acompte si le crédit de l'acheteur ne répond pas à ses normes. L'offre de financement à 9,9 % sans montant limité, est réservée aux acheteurs au détail admissibles qui financent leur achat pour une durée maximum de 48 mois et minimum de 12 mois auprès de GMAC. Voyez votre concessionnaire GM participant pour connaitre tous les détails, incluant les économies offertes par le programme Location Plus[MC] s'appliquant aux locations au détail.

Chevrolet

GM TOTAL

GARANTIE DE 3 ANS / 80 000 KM

PONTIAC

TÊTES D'AFFICHE



Germain Tardif

Les *Filles d'Isabelle* du Cercle Santa Maria no 319 fêteront le 65ième anniversaire de fondation de leur cercle, le 31 mars, à l'hôtel Ramada. Pour renseignements: 523-1734.

o

Sébastien Cailegher, étudiant en génie industriel et membre de l'exécutif de l'Association des étudiants de Polytechnique, vient d'être nommé président du Conseil des étudiants en génie du Canada. On note, au programme du Conseil, pour cette année, la promotion des moyens d'encourager les femmes à s'inscrire dans le facultés de génie et le développement de camps scientifiques d'été pour les jeunes.

o

Le chef du Parti québécois et chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, M. ***Jacques Parizeau***, sera le conférencier invité de l'Association du Jeune Barreau de Montréal, lors de son déjeuner-causerie de vendredi. Cette réunion aura lieu à l'hôtel Reine-Elizabeth à 12h15. On peut se procurer des billets en contactant Mme ***Judith Germain***, au 954-3450, avant mardi.



La Corporation des célébrations du 350ième anniversaire de Montréal (1642-1992) annonce la nomination de Mmes ***Johanne Meloche*** (à gauche), et ***Denise Courteau*** comme responsables respectivement du Service de la publicité et de la promotion et du Service des affaires publiques. La première est diplômée des HEC et la seconde, spécialisée communications, était jusque-là en charge des relations publiques du Musée des beaux-arts.

o

La campagne de financement présentement en cours de la Fondation canadienne du rein se poursuit jusqu'à la fin de mois. Signalons que plus de 10000 Canadiens, dont quelque 2200 Québécois souffrent de maladie rénale ou de troubles connexes. 7,2 par millions d'enfants sont atteint d'insuffisance rénale, dont 33 p. 100 ont moins de 5 ans et 69 p. 100 ont moins d'un an. Le public est invité à faire parvenir ses dons à l'un des neuf bureaux de la Fondation au Québec dont le siège social est situé au 6767, Côte des Neiges, bureau 305, Montréal, H3S 2T6. Téléphone 341-5422.

o



La Fondation canadienne pour l'iléite et la colite présente ce soir, à 19h30, une soirée d'information sur les maladies inflammatoires de l'intestin. Le comédien et animateur ***Guy Richer*** (photo), président d'honneur de cette fondation et lui-même atteint de ce type de maladie, livrera son témoignage. La réunion aura lieu à l'Hôtel-Dieu, auditorium du pavillon Jeanne-Mance, 3840, Saint-Urbain. Le conférencier invité sera le ***Dr Jacques Heppell***, chirurgien de cet hôpital et professeur agrégé de l'Université de Montréal. Il traitera des nouvelles techniques chirurgicales utilisées dans le traitement de ces maladies.

o



Le Conseil canadien de la magistrature a récemment désigné le juge en chef ***Allan McEachern*** de la Colombie britannique à titre de président du comité d'enquête chargé d'examiner l'affaire ***Donald Marshall***, ce jeune homme du Nouveau-Brunswick qui avait été condamné pour meurtre mais qui avait été acquitté par la suite après avoir passé plusieurs années en prison. Parmi les autres membres du comité se trouve ***Me Daniel Bellemare*** (photo), de Montréal, de l'étude de Desjardins Ducharme, qui est aussi l'avocat de *La Presse*.

o

M. ***Hervé Moysan*** vient d'être nommé directeur général de l'Hôtel-Dieu de Lévis. Il occupait déjà ce poste par intérim depuis mai 1989. Détenteur d'un M.B.A., M. Moysan est à l'emploi de cette institution depuis 1973 et a occupé, durant cette période, divers postes importants.

o

L'équipe composée d'étudiants des HEC et de l'École Polytechnique a remporté la deuxième place au premier Concours national de cas en gestion de la technologie, récemment, à Saskatoon. L'équipe était composée de ***Dominique Lefebvre*** et ***Anne Surprenant***, des HEC, et de ***Stéphane Brisebois*** et ***Frederico Pasin***, de Poly. C'est l'équipe de l'Université d'Ottawa qui a remporté la première place avec seulement un point de plus que l'équipe montréalaise. 21 équipes universitaires s'étaient inscrites au concours organisé par la «Business and Engineering Development Association» de l'Université de Saskatoon.

o

À JEUDI



Eau de source et Oxfam-Québec

*Oxfam-Québec, qui oeuvre pour le développement des pays du Tiers Monde, a récemment remis des certificats d'honneur humanitaire aux marchands Canadian Tire. Oxfam voulait ainsi souligner leur implication dans la vente de l'eau de source **Eau Secours** à l'intérieur de leur réseau de magasins. Les fonds recueillis servent à financer des projets d'Oxfam, notamment en Afrique sahélienne. De gauche à droite sur la photo: Mme **Hélène Laprade**, d'Oxfam, M. **Richard Gervais**, de Canadian Tire, Mme **Dominique Renaud**, d'Oxfam, et MM. **André Saint-Jean**, **Jacques Martel**, **Gilles Séguin**, **Henry Ravary** et **Robert Drolet**, tous propriétaires de magasins.*

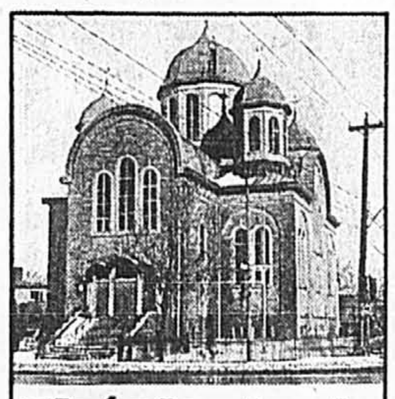


Sélection des CMA

*La Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec fait savoir que les résultats de ses candidats au titre de C.M.A., lors des épreuves du concours national de sélection de janvier dernier, ont été supérieurs à ceux enregistrés dans le reste du Canada, dans deux des trois épreuves, soit en comptabilité financière et en synthèse. Dans l'ordre habituel, sur la photo: M. **Claude Bourbonnière**, 1er en comptabilité de management, ainsi que Mmes **Hélène Bergeron** et **Elfriede Gebhard**, respectivement premières à l'épreuve de synthèse et en comptabilité financière.*



L'École Polytechnique vient d'annoncer la nomination de deux professeurs adjoints à son département de Génie minéral. Il s'agit de M. ***Michel Aubertin*** (à gauche), diplômé de l'Université de Sherbrooke en Génie civil et qui détient aussi une maitrise en mécanique des sols et un doctorat en mécanique des roches obtenus à Poly, et de M. ***Robert Corthésy***, diplômé de Poly (B.ing., 1980; M.Sc.A., 1982; Ph.D., 1989) avec spécialisation en mécanique des roches.



Théologie de la Beauté

*Parmi les 300 clochers qui pointent dans le ciel de Montréal, la cathédrale orthodoxe de Sainte-Sophie et l'église catholique byzantine de l'Assomption-de-la-Vierge-Marie se côtoient avec splendeur. Dimanche prochain, à compter de 14h00, l'iconographe **Maurice Bricault** fera découvrir toute la beauté qui habite ces deux temples remarquables situés l'un près de l'autre, dans le quartier Rosemont. Des chants chorals a cappella ponctueront ses propos. La visite débutera à l'église de l'Assomption. Spécialiste en art sacré, M. Bricault a fondé et dirige les Tours Ecclesia, le seul organisme québécois voué au tourisme religieux. L'entrée est libre.*

PUBLICITÉ

LA RÉFORME DU CODE CIVIL VA CHANGER NOTRE VIE DE TOUS LES JOURS !

NOUS, QUÉBÉCOIS, POUVONS-NOUS ÊTRE D'ACCORD SANS AVOIR ÉTÉ INFORMÉS ?

Les travaux de la réforme du Code civil sont déjà fort avancés.

Avec la langue, le Code civil est ce qui définit le mieux le caractère distinct du Québec.

Avons-nous récemment été consultés ou informés des orientations de cette réforme?

Est-ce qu'on nous réserve d'autres surprises comme la loi 146 sur le patrimoine familial?

Cette réforme créera-t-elle une plus grande judiciarisation des rapports entre personnes?

Le Code civil règle les droits de chacun dans ses relations avec les autres. Le Code civil gouverne notre vie quotidienne à partir de la naissance jusqu'après la mort puisque plusieurs de ses dispositions touchent les testaments et les successions. Le Code civil régit les obligations entre les époux, les relations entre parents et enfants, encadre les contrats verbaux contractés à l'improviste, par exemple, lorsque vous prenez un taxi ou commandez un repas au restaurant. Il prescrit également les droits des parties dans des gestes aussi simples qu'acheter un réfrigérateur ou signer un bail.

Notre Code civil a 125 ans. La vision de société qui l'a inspiré n'est plus. Ce Code civil étant un instrument de justice et de culture, sa nécessaire réforme touchera tous les citoyens sans exception.

Le réforme du Code civil concerne tous les Québécois sans exception ainsi que tous les organismes, corporations, entreprises, sociétés commerciales, commerces, magasins, et même les banques, fiducies et caisses populaires.

DANS LA RÉFORME DU CODE CIVIL, C'EST L' AVENIR DE NOS DROITS QUOTIDIENS QUI SE JOUE. ÇA NOUS REGARDE TOUS! TOUS, NOUS AVONS NOTRE MOT À DIRE!

UN MESSAGE DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

Un tableau de Riopelle, valant 50 000 $, volé à LaSalle

JEAN-PAUL SOULIE

■ Un Riopelle valant environ 50 000 $ a été subtilisé la semaine dernière au Centre communautaire Henri-Lemieux, de LaSalle. Cette toile faisait partie d'une exposition itinérante organisée par le Musée d'art contemporain de Montréal, dans le cadre du programme «Exposer dans l'Ile». La toile de Jean-Paul Riopelle appartenait au Musée d'art contemporain. Elle avait environ 45 cm par 30 cm.

Pour M. Marcel Brisebois, directeur du Musée d'art contemporain de Montréal, les conditions normales de surveillance de l'exposition itinérante avaient été respectées. «Un gardien par salle, c'est normal, dit M. Brisebois», qui reconnait pourtant que pour voler une pièce d'une telle dimension, il suffit sans doute d'attirer l'attention du gardien dans un coin de la salle.

L'exposition itinérante préparée par le Musée d'art moderne avait été présentée à Pointe Claire, à Notre-Dame-de-Grâce, à Ville LaSalle. Elle est actuellement à la Maison Marie Huguet de Ville Emard.

Le vol du Riopelle à Ville LaSalle n'est en rien comparable à celui dont a été victime le musée Gardner de Boston où des Rembrandt, des Degas et des Manet ainsi que d'autres pièces représentant plusieurs centaines de millions de dollars ont été dérobés dans la nuit de dimanche à lundi à la pointe du revolver par des malfaiteurs déguisés en policiers.

«Beaucoup de Riopelle sont volés en ce moment, a noté M. Brisebois». L'un d'eux, dérobé à la Galerie Claude Lafitte au mois de mai 1989 a été récupéré par la police. Le propriétaire de la galerie, M. Lafitte, n'était pas disponible pour donner les détails de l'opération. Un autre Riopelle aurait été volé à la galerie Lavalin. «La police préfère garder le silence sur ces enquêtes, a expliqué M. Brisebois. Il faut très peu de temps pour transporter une toile vers New York ou Paris, et nous devons faire appel avec Interpol».

Le directeur du Musée d'art moderne, aussitôt après le constat de vol du Riopelle, a avisé son collègue du Musée des Beaux-Arts de Montréal, M. Théberge, comme c'est l'usage en pareille circonstance. Au Musée des Beaux-Arts, le chef du service de sécurité, M. Claude Paradis a appliqué la première mesure de sécurité avant de parler au représentant de *La Presse*. «Donnez-moi votre numéro de téléphone, je vous rappelle dans un instant». La deuxième mesure de sécurité est le système électronique de surveillance des salles. De plus, un personnel de gardiennage de 20 personnes patrouille les salles du Musée des Beaux Arts nuit et jour.

«Nous appliquons aussi des mesures préventives selon les expositions spéciales que nous présentons, a expliqué M. Paradis. Quand elles présentent un risque politique, ou qu'elles peuvent créer une controverse, des mesures spéciales sont prises, et nous faisons appel aux services d'une entreprise de gardiennage spécialisée».

Selon M. Paradis, les organismes ou les particuliers qui prêtent une ou plusieurs pièces pour une exposition présentent leurs exigences de sécurité, qui sont dans la plupart des cas semblables à celles du Musée. «Nous allons très bientôt accueillir une exposition Dali. Des mesures spéciales seront prises». Cette exposition ne semble pas devoir créer de troubles politiques, et même Jean-Pierre Ferland, qui voue à ce peintre et à sa compagne une énorme admiration, ne fera l'objet d'aucune surveillance spéciale, a répondu en riant M. Paradis.

Le vol du musée Gardner de Boston: des oeuvres très difficiles à écouler

Agence France-Presse

BOSTON

■ Les voleurs de onze chefs d'oeuvre estimés à plus de 100 millions $ dérobés dans un musée de Boston auront les plus grandes difficultés à trouver un acheteur qui prenne le risque d'acquérir des Rembrandt ou des Degas mondialement connues et impossible à négocier au grand jour, estimaient hier les experts.

Ce vol de tableaux a probablement été commis pour obtenir une rançon ou bien encore au profit d'un collectionneur un peu fou, soulignait-on de même source. «Il y parfois comme cela des histoires de collectionneurs dérangés», a commenté le conservateur d'un autre musée de Boston, au Massachusetts.

Le vol, perpétré dimanche à une heure du matin au musée Isabella Gardner par deux voleurs qui se sont fait passer pour des policiers et ont ligoté les gardiens, est le plus important commis à ce jour aux Etats-Unis et probablement l'un des plus considérables au monde.

Parmi les oeuvres dérobées figurent un auto-portrait de Rembrandt, l'unique marine connue du peintre hollandais, *Orage sur la mer de Galilée*, *Le concert* de Vermeer, un Manet et cinq Degas, dont deux tableaux de sa série sur les courses de chevaux.

Selon les enquêteurs, ces oeuvres sont tellement connues qu'aucun collectionneur ou marchand d'art honnête n'a intérêt à les acquérir. Estimant qu'il s'agissait d'un travail de professionnels préparé de longue date», le FBI (sûreté fédérale) a cependant précisé que l'enquête ne serait pas limitée au territoire américain.

«Il y a des gens qui viennent ici en pélerinage pour admirer ces peintures. Les étudiants comme les amateurs d'art savent d'où elles viennent», a commenté un responsable de la Fondation Internationale pour la recherche dans le domaine de l'art.

«Ce sont des oeuvres sans prix», a ajouté un autre spécialiste. Le chiffre de 100 millions $ n'est qu'une estimation, la plus basse, de ces oeuvres, très difficiles à évaluer puisqu'elles n'ont pas été négociées sur le marché de l'art depuis près d'un siècle. Le porte-parole du musée s'est refusé à préciser si les 11 tableaux ainsi qu'une coupe chinoise en bronze de la dynastie Chang (1 200-1 100 avant JC) également dérobée étaient couverts par une assurance.

Le vol a dû faire se retourner dans sa tombe la fondatrice de ce musée, Isabella Gardner, une originale décédée en 1924 à l'age de 85 ans. La collection du musée — 290 peintures et 280 autres objets dont des sculptures et des meubles — inauguré le 1er janvier 1903 est en effet régie par un règlement bien particulier: aucune oeuvre ne peut être déplacée de l'endroit qui lui a été assigné, aucun prêt et encore moins aucune vente ne peut être effectuée et toute acquisition d'oeuvre nouvelle est interdite.

Cette femme, qui promenait son lion, Rex, en laisse dans les rues de Boston, buvait de la bière en public et accueillait ses invités perchée sur une branche d'arbre, a commencé à collectionner des oeuvres d'art, sur les conseils de son médecin, vers 1898 à la suite d'une dépression nerveuse causée par la mort de son mari.

Hydro-Québec

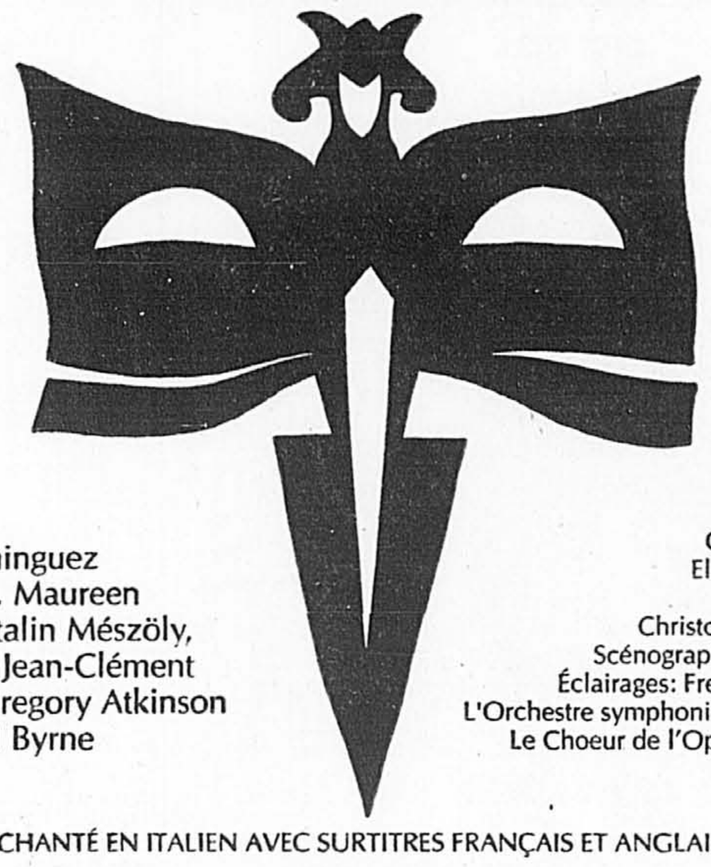
L'OPÉRA DE MONTRÉAL

ALCAN

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET ARTISTIQUE: BERNARD UZAN
PRÉSENTENT

VERDI

UN BALLO IN MASCHERA UN BAL MASQUÉ



avec:
Ruben Dominguez
Lajos Miller, Maureen Browne, Katalin Mészöly, Tracy Dahl, Jean-Clément Bergeron, Gregory Atkinson et Desmond Byrne

Chef d'orchestre: Elio Boncompagni
Mise en scène: Christopher Mattaliano
Scénographie: Zack Brown
Éclairages: Freddie Grimwood
L'Orchestre symphonique de Montréal
Le Choeur de l'Opéra de Montréal

CHANTÉ EN ITALIEN AVEC SURTITRES FRANÇAIS ET ANGLAIS

LES 3, 7, 12, 14, 18 ET 21 AVRIL 1990

Avec la collaboration de La Presse et Radio Cité 107,5 et la participation de

Alcan & Hydro-Québec / Pétro-Canada / Bell Canada / La Presse / Banque Nationale du Canada / Power Corporation of Canada

Sous le distingué patronage de la SUCCESSION J. A. DESÈVE

Salle Wilfrid-Pelletier
Place des Arts

Réservations téléphoniques: 514 842 2112. Frais de service. Redevance de 1$ sur tout billet de plus de 10$.

COMPLETS POUR VOU... CHE...

RABAI...

100...

Venez faire votre choix parmi notre collection de complet... ra... pour le printemps! Faits en laine ou mélange de laine da... es... la mode. Sears ord. 295$. Ch.....1

VESTONS TRADIT...

Rabais 30$ sur confortables vestons à la fine pointe de... no... Couleurs variées. Sears ord. 149,99$. Ch.....1

À BONS PRIX

Complets Sears en polyester et mélange de polyester. Ch.....1
Complets Oakton à devant droit ou croisé. Ch.....1
Vestons sport Oakton facile à agencer à d'autres vêten... ts... Ch.....1

ACHAT SUR PLACE

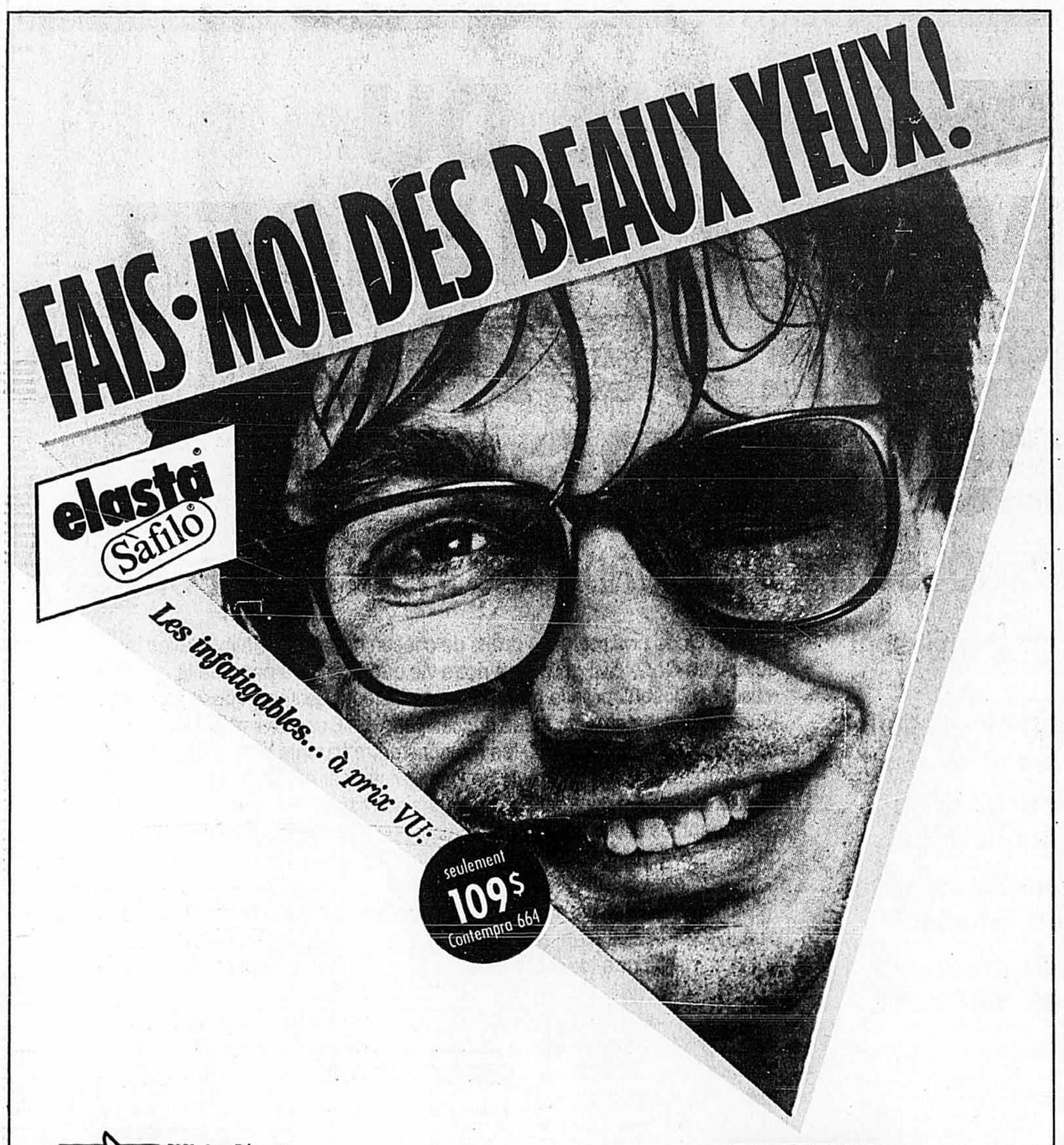
PRIX EN VI...

vous en a...

SATISFACTION OU REMBOU...
LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À...

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rappo... vendredi; de 9h à 17h le samedi. **Ville St-Laurent,** la Place Ve... Laval, **682-1200; LaSalle,** Carrefour Angrignon, **364-73... Ste-Marthe-sur-le-Lac,** Les Promen...

FAIS-MOI DES BEAUX YEUX!



7050, Jean-Talon est
(près des Galeries d'Anjou)
352-1010

VU

Le seul et unique centre de la vision... VU!

Les suppléments de germanium retirés du marché

MICHEL LEGAULT
Collaboration spéciale

■ À la suite de l'article publié par *La Presse*, lundi, les marchands de produits naturels ont commencé à retirer de leurs tablettes les préparations de germanium, un «supplément alimentaire» vendu sur le marché québécois depuis plus de trois ans.

Contrairement à ce que nous affirmions, hier, le germanium était déjà déclaré illégal depuis au moins 1988. Cependant, les inspecteurs du ministère de la Santé nationale et du bien-être social l'ignoraient et la vente du germanium se poursuivait sans restriction.

Le germanium, rappelons-le, est un métal lourd qu'on retrouve à l'état de trace dans de nombreux aliments. Comme le révélait *La Presse* hier, le Centre de toxicologie du Québec a conseillé fortement à la population de ne pas consommer de supplément de germanium à cause du risque potentiel pour la santé, sur les reins en particulier.

Hier matin, le petit monde des magasins d'aliments naturels était en émoi. Des marchands refusant de s'identifier ont exprimé leur colère devant ce qu'ils perçoivent comme un abus de pouvoir du gouvernement. «À cause d'eux, les gens souffrant de cancer n'auront plus accès à ce produit qui leur faisait beaucoup de bien», rageait l'un d'eux. D'autres, cependant, telle Ginette Tremblay, gérante chez un important magasin d'aliments naturels, prennent les choses avec philosophie. «Moi je ne prends jamais de supplément alimentaire. Si le ministère dit que c'est illégal, on va le retirer.»

Chez les importateurs, on hésite encore. Certains, comme la firme Ouest, ont assuré qu'elles allaient accepter de reprendre les produits retournés par les marchands. Son directeur général, M. Doug McLoud, tout en précisant bien qu'il ne s'agissait pas d'un rappel, a mentionné que la compagnie acceptait de rembourser les détaillants qui lui retourneraient ses produits à base de germanium. Chez Sisu, un autre important importateur, le président, qui a refusé de s'identifier, n'a pas voulu dire ce que sa compagnie entendait faire.

La chaine Vogel, qui compte plus de 40 magasins, a avisé ses détaillants de retirer ce produit des tablettes. Même scénario aux quelque 130 magasins Le Naturiste de la chaine du Dr Jean-Marc Brunet, où on a retiré dès hier matin tous les produits de germanium. Il a été impossible de joindre un porte-parole autorisé des Pharmacies Jean Coutu, dont certaines succursales vendent ces produits.

Dans la plupart des cas, il a été impossible de chiffrer avec précision les quantités impliquées par ces rappels. Un importateur, Quebeurope, s'est pour sa part vu confisquer des produits d'une valeur de 10 000 $ par la DGPS.

Produit non reconnu

À Ottawa, un porte-parole officiel du ministère de la Santé, M. Yves Saint-Onge, a précisé que le germanium n'est pas reconnu comme aliment ou médicament par la Direction générale de la protection de la santé. «Par conséquent, toutes les préparations sur le marché sont «illégales», a-t-il conclu. Et cela depuis au moins 1988. À cette époque, un importateur désirant importer du germanium organique avait demandé l'avis de la DFPS. Celle-ci avait alors refusé d'agréer la demande. Au journaliste qui lui demande pour quelle raison ses propres inspecteurs ne savaient pas, la semaine dernière, si le germanium était illégal ou non, malgré le fait que le ministère ait refusé une telle importation deux ans plus tôt, M. Saint-Onge répond qu'ils avaient accès à la même information que lui.

Des inspecteurs ont commencé aujourd'hui à sillonner les magasins d'aliments naturels afin d'aviser les marchands de retirer ce produit de leurs tablettes.

L'avocat de Saint-Germain allègue que son client ne pouvait pas se trouver à deux endroits en même temps

PIERRE BELLEMARE

■ «Yves Saint-Germain a un alibi sérieux. Il ne pouvait pas se trouver à deux endroits en même temps. Il appartient à vous, membres du jury, de faire la part des choses et de démêler le casse-tête».

C'est en ces termes que Me Louis Pasquin, avocat de Saint-Germain, 36 ans, accusé du meurtre de Josée Desjardins, a mis fin à sa plaidoirie hier devant le juge Pierre Pinard, au Palais de justice de Longueuil.

À la reprise du procès, ce matin, ce sera au tour du procureur de la Couronne, Me Stéphane Lamarche, de démontrer que Saint-Germain serait le meurtrier de la jeune Desjardins, dont le cadavre a été trouvé le 7 août 1989, aux îles de Boucherville.

La victime, âgée de 19 ans, était la fille de Colette Pétel, elle-même condamnée, l'été dernier, pour le meurtre d'Alain Raymond, survenue en juillet 1989 à son domicile de Saint-Hubert, en présence de Josée Desjardins, sa fille.

L'avocat de la défense a indiqué aux membres du jury que son client a été vu chez son dépanneur dans l'est de Montréal, le 7 août 1989, à peine une heure avant la découverte du corps de Josée Desjardins.

Moustache et cheveux longs

Par la suite, Saint-Germain est retourné chez lui pour préparer les bagages de son fiston, qui devait quitter le lendemain pour rejoindre sa mère. «De plus, ajoute Me Pasquin, mon client a appelé le vétérinaire dans l'après-midi du crime, parce que son chat était malade».

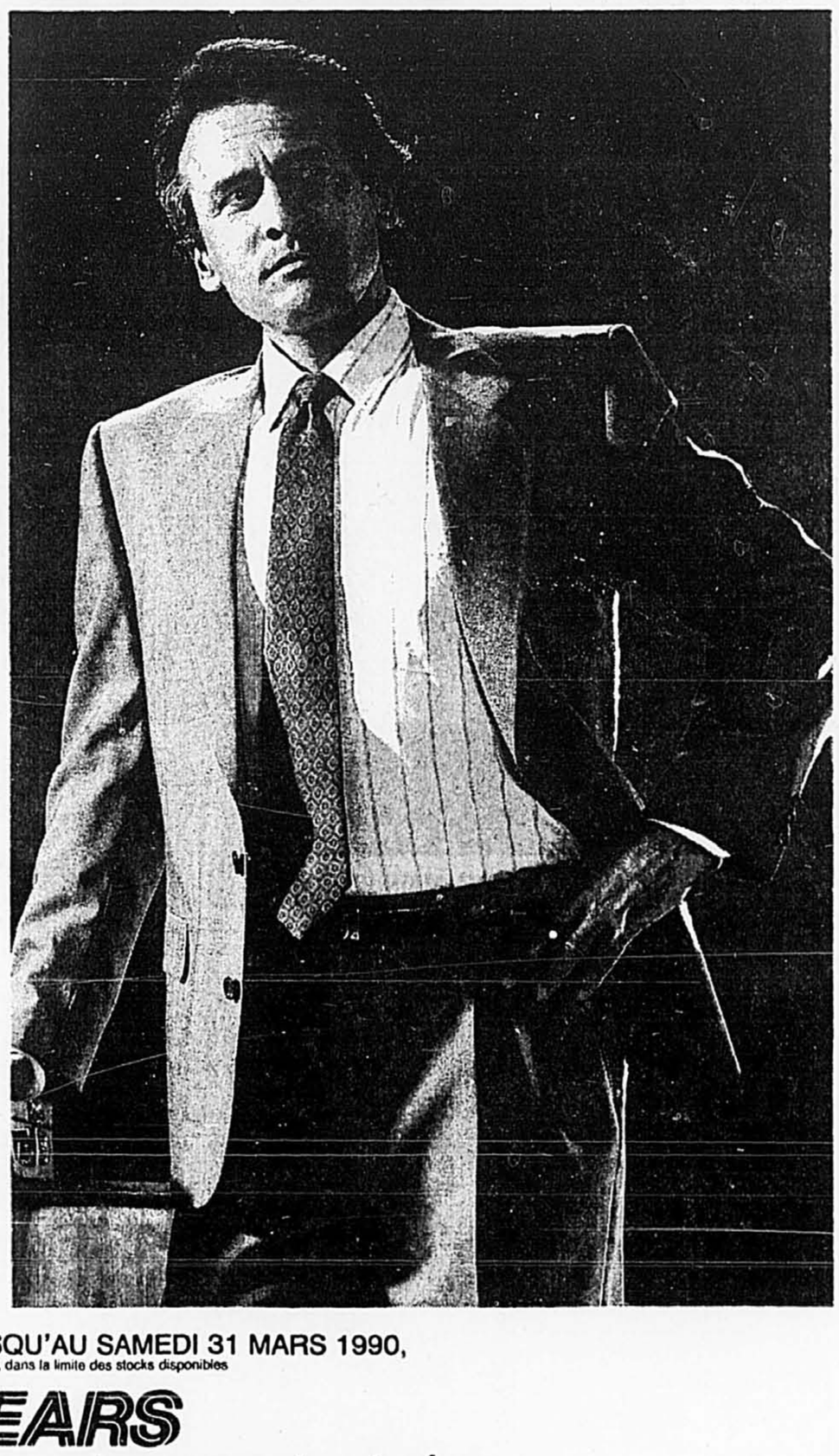
Finalement, Me Pasquin a démontré qu'Éric Pouliot, frère de Marc Pouliot, qui a cueilli le testament de Josée Desjardins dans un motel du boulevard Taschereau, peu avant le crime, «était bénéficiaire de la police d'assurance-vie de la victime, s'élevant à 25 000 $».

Quant au témoignage du jeune couple, qui affirme avoir été témoin du meurtre de la jeune Desjardins, Me Pasquin a mis en lumière qu'il avait décrit l'assassin, portant la moustache et les cheveux longs, selon l'identification faite auprès de la Sûreté du Québec.

«Trois semaines avant l'assassinat, la police de la CUM a pris une photo de mon client Saint-Germain, qui ne portait pas la moustache et dont les cheveux étaient taillés en brosse. En trois semaines, il me semble impropable que ses cheveux aient allongés autant et que la moustache ait poussé autant».

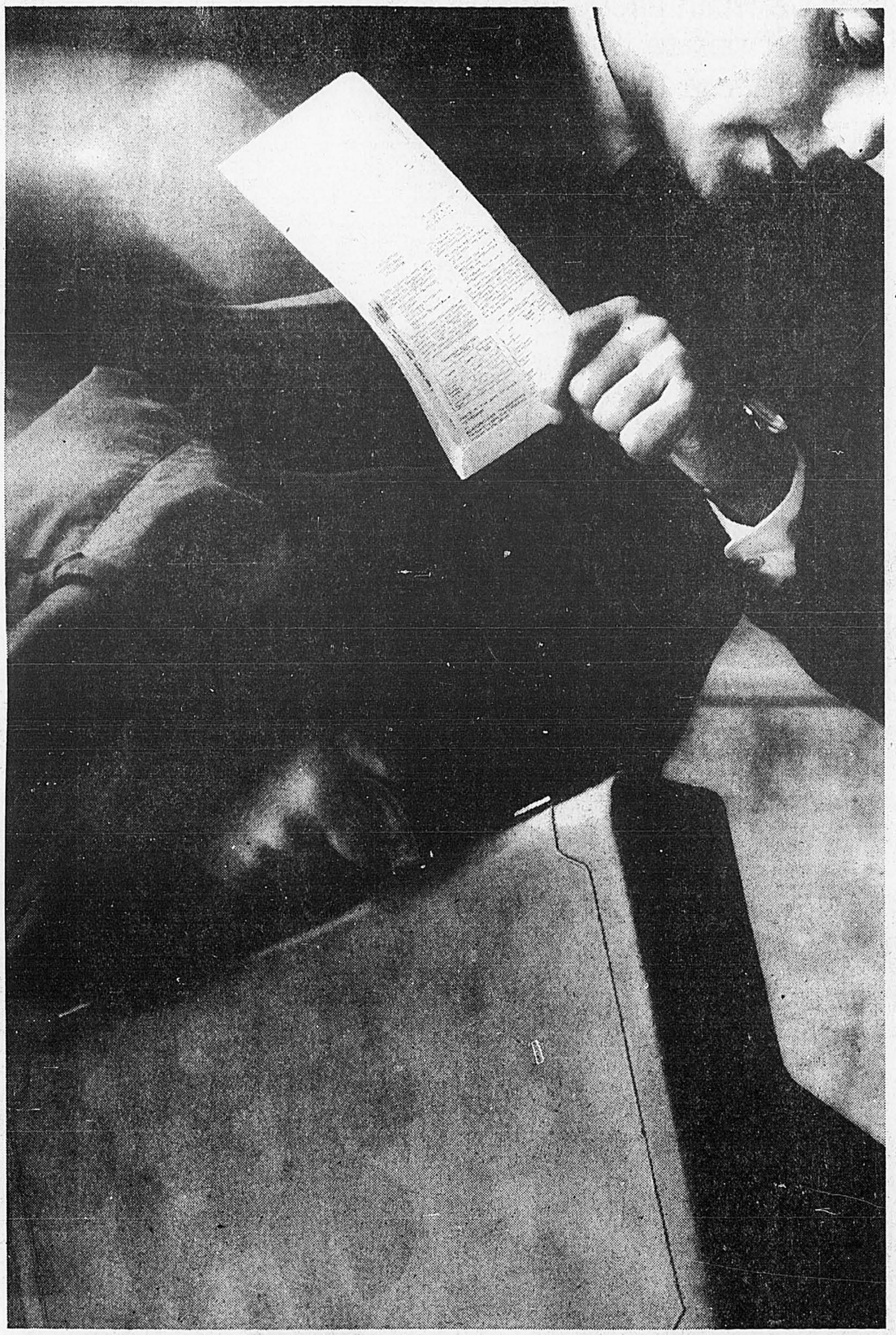
OUI C'EST VRAI
à partir de 199,99 mois
HONDA CIVIC
LA VOITURE LA PLUS VENDUE AU QUÉBEC
LES HONORABLES HONDA
Venez en faire l'essai
DERNIÈRES 2 SEMAINES
5 ANS GARANTIE 100 000 KM
*Bail de 60 mois sur approbation de crédit. Acompte de 300 $. Transport et préparation en sus. T.V.P. (mensuelle) non comprise.

SEALMASTER
GBS GENERAL BEARING SERVICE inc
Montréal 937-7423 | Laval 668-5330 | Saint-Léonard 326-0471
St-Laurent 744-2721 | Longueuil 679-2550 | Mtl-Est 254-6038

'S TRADITION... US SEULEMENT Z SEARS

tradition
les tons à ..194,99$
ON
node. .119,99$
.139,99$
.169,97$
ts. .119,97$
JEUR JUSQU'AU SAMEDI 31 MARS 1990,
sauf avis contraire, dans la limite des stocks disponibles
SEARS
ez pour votre argent...et plus
EMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA •
AYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN
t à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le
335-7770; Brossard, Mail Champlain, 465-1000; Anjou, Galeries d'Anjou, 353-7770; Laval, Carrefour
St-Jérôme, Carrefour du Nord, 432-2110; St-Jean-sur-Richelieu, Carrefour Richelieu, 349-2651;
es Deux- Montagnes. 491-5000. Copyright Canada, 1990, Sears Canada Inc.

4Runner 4portes à partir de 299$ par mois*

Le versement mensuel de 299 $ s'applique à un modèle qui n'est pas tout à fait identique à celui illustré ici.
Pour plus de détails, voyez un concessionnaire Toyota – il s'en trouve un tout près de chez vous.
* Contrat d'achat différé de 60 mois, dépôt de 2 000 $ ou échange équivalent; transport et préparation inclus; taxe de vente provinciale en sus; valeur marchande à la fin du bail; moyennant approbation de crédit; chez les concessionnaires participants.
VOS EXPERTS QUALITÉ
Vos concessionnaires
TOYOTA



TROP PRESSÉ POUR PENSER À LA MORT, LA VÔTRE OU CELLE DES AUTRES? VOUS AVEZ BIEN RAISON. MAIS PUISQUE C'EST UNE CHOSE À LAQUELLE VOUS DEVREZ INÉVITABLEMENT FAIRE FACE UN JOUR, LA MEILLEURE FAÇON POUR VOUS DE NE PLUS AVOIR À Y PENSER C'EST EN PRENANT DES DISPOSITIONS DÈS AUJOURD'HUI AVEC LES GENS QUI SONT LÀ POUR Y PENSER POUR VOUS. URGEL BOURGIE 932.2225. PARCE QU'APRÈS TOUT, VOUS AVEZ TOUTE LA VIE DEVANT VOUS.

Le maire de Saint-Léonard a perdu presque tous ses appuis

FLORIAN BERNARD

■ En quelques mois seulement, le maire de Saint-Léonard, M. Raymond Renaud, élu avec une majorité de conseillers à l'automne 1986, a perdu presque tous ses appuis, tant au conseil qu'à l'extérieur. À l'exception de trois italophones, tous les membres élus de son équipe ont fait défection et sont passés dans le camp des adversaires, celui du conseiller Frank Zampino.

Ce dernier, à la tête d'une nouvelle formation politique, le Parti municipal de Saint-Léonard, détient maintenant 9 des 12 sièges du conseil, dont quatre sont occupés par des francophones, Mme Yvette Bissonnette, M. André Chrétien, M. Jean-Jacques Goyette et M. Maurice Benoit.

En outre, les six derniers candidats à la mairie de Saint-Léonard ont donné officillement leur appui au conseiller Zampino, notamment MM. Jean Desjardins, Tony Iammateo, Robert Benoît, Rosario Ortona et Rosario Nobile.

Les deux députés provinciaux de Saint-Léonard, MM. Michel Bissonnettte (Jeanne-Mance) et Cosmo Maccioccia (Viger) ont également donné leur appui à M. Zampino. Pourtant, il y a quelques années, ces deux députés libéraux étaient dans le camp de M. Renaud. Le député fédéral du comté, M. Alfonso Gagliano appuie également le parti de M. Zampino.

Hier, au cours d'une entrevue radiophonique à CJMS, le maire Raymond Renaud a déclaré qu'il sera de nouveau candidat à la mairie, en novembre prochain, avec une équipe entièrement renouvelée, dans laquelle il a entièrement confiance. Il a dit que cette coalition qui se ligue contre lui ne signifie rien du tout. Selon lui, la population de Saint-Léonard continue de l'appuyer majoritairement.

Par ailleurs, M. Renaud a blâmé les députés Bissonnette et Maccioccia. Il a expliqué que l'appui de ces deux élus provinciaux à une formation politique municipale frôle le conflit d'intérêts puisque le premier est vice-président de l'Assemblée nationale, un poste de «neutralité politique», et que le second est adjoint parlementaire aux Affaires municipales.

Quant à M. Zampino, il a confirmé à *La Presse* sa candidature à la mairie, en novembre prochain. M. Zampino a déclaré que son parti veut rallier «les forces vives de Saint-Léonard», indépendamment des partis politiques et des options nationalistes.

FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT

TROISIÈME GALA BÉNÉFICE

Fondation québécoise en environnement

jeudi 22 mars 1990 à 19 heures

au Centre des congrès de Laval

Au cours de cette soirée où seront présentes de nombreuses personnalités, les convives auront le plaisir d'entendre l'environnementaliste et volcanologue de réputation internationale, M. Haroun Tazieff.

Les personnnes intéressées à assister à ce gala bénéfice peuvent se procurer des billets au coût unitaire de 200 $ en communiquant à la Fondation québécoise en environnement au (514) 849-3323.

GROUPE EVEREST

Communicateur officiel du gala bénéfice de la Fondation québécoise en environnement



Un week-end BounceBack? Sautez sur l'occasion!



Vous travaillez toute la semaine en vue d'un repos bien mérité en fin de semaine. Et quand arrivent ces jours de congé, que faites-vous? Vous courez probablement partout, sauf vers la détente!

Alors sautez vite sur l'occasion de vous remettre sur pied en choisissant de vivre un Hilton BounceBack Weekend[MD] stimulant. Arrivez dès le jeudi, restez le samedi soir et profitez toute la fin de semaine de notre week-end BounceBack à tarif avantageux. Si les enfants vous accompagnent et partagent votre chambre, leur séjour est gratuit. Et *tout le monde* a droit, *chaque jour*, à un petit déjeuner continental gratuit.

Ne laissez pas la prochaine fin de semaine vous épuiser. Sautez dès maintenant sur l'occasion d'en profiter en appelant votre agent de voyages ou en composant le numéro de la ligne téléphonique BounceBack pour réserver ou demander plus de détails.

BounceBack

HILTON'S WEEKEND[MD]

1-800-268-9275

Plus de 250 Hilton participants dont:

CANADA (Prix fixés en dollars canadiens)
Halifax Hilton, $69
Saint John Hilton (N.B.), $79
Québec Hilton, $89
Montréal Bonaventure Hilton, $119
Montréal Aéroport Hilton, $99
Toronto Hilton, $89
Toronto Airport Hilton, $79
Windsor Hilton, $79
Edmonton Hilton, $89

UNITED STATES (Prix fixés en dollars américains)

FLORIDA
Daytona Beach Hilton, $85*
Fontainebleau Hilton Resort & Spa (Miami Beach), $155*

FLORIDA (Cont'd)
Hilton Inn (St. Petersburg Beach), $95*
Miami Airport Hilton & Marina, $95
Ocala Hilton, $65*
Sunrise Hilton Inn (Ft. Lauderdale West), $85/$65
Tampa Hilton at MetroCenter, $75

GEORGIA
Atlanta Airport Hilton, $65
Atlanta Hilton & Towers, $85
Hilton at Peachtree Corners (Atlanta/Norcross), $65

ILLINOIS
Chicago Hilton & Towers, $75
Hilton Suites-Chicago Oakbrook Terrace, $79
Palmer House-A Hilton Hotel (Chicago), $75

INDIANA
Hilton-at-the-Circle (Indianapolis), $75

LOUISIANA
New Orleans Airport Hilton, $65

MASSACHUSETTS
Back Bay Hilton (Boston), $85*
Logan Airport Hilton (Boston), $105

MICHIGAN
Novi Hilton (Detroit), $65

NEW JERSEY
Hilton Gateway & Towers (Newark), $65
Parsippany Hilton, $65

NEW YORK
Corning Hilton Inn, $65

NEW YORK (Cont'd)
Hilton at Syracuse Square, $65
The New York Hilton & Towers, $145
Pearl River Hilton, $85
Rye Town Hilton, $85
Tarrytown Hilton, $85
Waldorf•Astoria & Towers (NYC), $175

OHIO
Hilton Inn West (Akron), $55
Quaker Square Hilton (Akron), $75
Terrace Hilton (Cincinnati), $65

VIRGINIA
Lynchburg Hilton, $65
McLean Hilton at Tysons Corner, $75

Les tarifs sont valables jusqu'au 30 avril 1990. Lorsque deux tarifs sont indiqués, le prix ne change que pendant la période valable de l'offre. Appelez le 1-800-268-9275 pour connaître le tarif applicable. Cette offre est valable les jeudis (avec séjour le samedi), vendredis, samedis et dimanches ainsi que tous les soirs aux endroits désignés (*). Le nombre de chambres étant limité, il est nécessaire de réserver à l'avance. Ces tarifs peuvent changer sans préavis, on ne peut s'en prévaloir à l'occasion de réunions d'affaires, de congrès ou de séjours en groupe, non plus que concurremment avec d'autres offres promotionnelles. Les taxes et le service ne sont pas compris. Pour plus de détails à propos de cette offre ou de toute autre règlement nous vous invitons à vous présenter dans un des hôtels Hilton participants au Canada ou aux États-Unis.



COROLLA

OBSERVÉE,
SCRUTÉE, ACCLAMÉE.

La Toyota Corolla vient tout juste d'être scrutée en profondeur par un groupe de critiques automobiles des plus...critiques. Pour la deuxième année consécutive - et ça, c'est une première! - l'Association des journalistes de l'automobile du Canada a décerné à la Toyota Corolla le trophée du magazine World of Wheels pour "le meilleur véhicule construit au Canada."

Toutefois, cette victoire ne nous surprend pas car, chez Toyota, nous avons l'esprit aussi critique que les membres de l'AJAC.

1989 1990

L'association des journalistes de l'automobile du Canada
Automobile Journalists Association of Canada

TOYOTA

GM: la CSST enquête

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Le syndicat des employés de General Motors, à Boisbriand, n'est pas trop bavard en ce qui concerne les circonstances entourant l'accident qui a occasionné des brûlures graves à deux travailleurs dans l'atelier de peinture, jeudi dernier.

Selon le président du syndicat, M. Normand Labrie, les deux parties ont leur part de responsabilité. «Il y a eu négligence, poursuit-il, des deux côtés. Vous savez, les travailleurs de l'usine de Boisbriand traversent une période difficile. Cet accident est survenu quelques heures seulement avant que l'usine ferme pour trois semaines.»

Il appert que certaines règles de sécurité n'auraient pas été respectées et que quelques pièces d'équipement n'auraient pas été en parfait état.

Du côté de la Commission santé et sécurité au travail (CSST), un porte-parole a mentionné que les deux parties avaient accepté de ne pas reprendre les travail dans le département où s'est produit l'accident tant et aussi longtemps que les matières à danger n'auront pas été écartées.

À Toronto, un représentant du fabricant, M. Marcus Osborne, a souligné que GM va vérifier le fonctionnement de son équipement en plus de s'assurer que les règles de sécurité au travail seront toujours respectées.

Un comité interne composé de représentants syndicaux et de la partie patronale a été formé pour instituer une enquête sur la nature de l'accident.

Construction: la surdité guette 23 % des ouvriers

RICHARD FORTIN

■ Quelque 23 000 des 100 000 travailleurs de la construction québécois risquent de devenir sourds à plus ou moins brève échéance.

Une étude réalisée par les Départements de santé communautaire (DSC) du Québec auprès de 1 053 opérateurs d'équipements lourds, charpentiers-menuisiers et grutiers a révélé que 46 p. cent d'entre eux sont atteints de surdité professionnelle. Chez les 35 ans ans et plus, les travailleurs ayant des problèmes d'audition sont majoritaires.

Les employés affectés à certaines tâches sont exposés à un niveau de bruit bien supérieur aux 90 décibels (db) pour 8 heures de travail autorisés par la Loi sur la santé et la sécurité au travail, adoptée en 1979.

Ainsi, les opérateurs de béliers mécaniques (de 96 à 99 db), de rouleaux compresseurs ou vibrateurs (94 db) et les grutiers (de 94 à 97 db) sont les plus à risque de devenir sourds. Suivent les opérateurs d'épandeuses à asphalte (91 db) de niveleuses (89 db) de pelles mécaniques (88 db) et de rétrocaveuses (84 Db). À 90 db, il faut crier pour se faire entendre d'une personne située à un mètre. Le niveau sonore double à chaque 3 db, de sorte que par exemple, le bruit est 16 fois plus fort à 102 db qu'à 90.

À cause du type d'outils qu'ils utilisent, les charpentiers- menuisiers sont soumis à des bruits à la limite du supportable. Dans 30 p. cent des cas, les pistolets de scellement produisent des bruits d'impact de plus de 140 db, maximum absolu autorisé par la loi pour une journée complète de travail. Selon l'hygiéniste industriel Pierre Poulin, responsable du volet «exposition au contaminant sonore» de l'étude, cette catégorie de travailleurs reçoit donc des dizaines de fois par jour leur dose quotidienne permise.

La détoriation de l'ouie peut être très rapide. Pour un grutier, a expliqué le président du Comité provincial en santé au travail, le Dr Louis Drouin, il suffit de six ans d'exposition chronique pour le rendre sourd, au point qu'il soit indemnisable par la Commission de santé et de sécurité au travail (CSST).

Le Dr Drouin, qui a présenté le 26 janvier dernier les résultats de l'étude aux professionnels de la construction, a estimé que la balle est maintenant dans le camp de l'industrie.

«C'est un problème très grave, a-t-il affirmé. Dans le milieu, on croit que ça fait partie de la job et qu'il n'y a rien à faire. Pourtant, les solutions sont simples et relativement bon marché. Mais je ne crois pas que les entrepreneurs et les syndicats soient mobilisés au point de vouloir régler le problème dans les prochaines années.»

Les DSC favorisent l'élimination à la source du bruit. Les mesures prises sur une base individuelle, dont le port de coquilles protectrices, sont jugées beaucoup moins efficaces.

L'insonorisation de la machinerie, l'entretien des équipements défectueux et une politique concertée d'achat de matériel plus silencieux pourraient réduire le niveau de bruit de 10 db en moyenne, ce qui est, affirme-t-on, très significatif.

L'étude des DSC sur l'industrie de la construction, entreprise en 1987, est une des premières jamais réalisées dans le monde. La difficulté d'effectuer des mesures précises et validées dans ce secteur où la main d'oeuvre est particulièrement mobile explique le manque de données disponibles. Ce document permet d'établir que le bâtiment est, avec les industries du bois et de première transformation des métaux, le secteur d'activité où le risque de développer une surdité professionnelle est le plus élevé. Les problèmes d'audition constituent de loin la maladie professionnelle pour laquelle la CSST reçoit le plus grand nombre de demandes d'indemnisation, soit 32 p. cent du total contre 26 p. cent pour les maux de dos. Chaque dossier coûte en moyenne entre 4 000 $ et 5 000 $.

Garderie Fantasia: enquête le 4 juin

■ L'enquête préliminaire des propriétaires de la garderie Fantasia, où une dizaine d'enfants auraient été agressés sexuellement à Otterburn Park, se tiendra au Palais de justice de Saint-Hyacinthe le 4 juin.

Les accusées Myriam Traw et Connie Golfman-Schmidt, deux femmes dans la force de l'âge, étaient représentées hier par leur avocat respectif, Me Benoit Matte et Me Richard Shadley.

Une occasion unique de posséder une Édition spéciale

C'est avec fierté que Hyundai lance ses Éditions spéciales : la sportive Excel 3 portes SSE, la berline sport Excel 4 portes SLE et la puissante Sonata AVS V-6 de 3 litres. Trois voitures qui se situent au plus hauts niveaux de l'excellence tant pour l'avant-gardisme de leur conception que pour la qualité de leur construction. Trois voitures dont l'équipement spécial et le prix étonnant en font des achats extrêmement avantageux.



• DIRECTION SERVO-ASSISTÉE • ROUES DE MAGNÉSIUM • INTÉRIEUR EN TISSU • DÉFLECTEUR ARRIÈRE INTÉGRÉ • IDENTIFICATION SLE



• INTÉRIEUR DE CUIR SOUPLE EN GRIS • CLIMATISATION • GLACES TEINTÉES BRONZE • APPUIE-TÊTE INCLINABLES ET RÉGLABLES À L'AVANT • IDENTIFICATION AVS, Y COMPRIS ÉCUSSON DE VOLANT



• RADIO ETR AM/FM HAUTE TECHNOLOGIE À QUATRE HAUT-PARLEURS • MIROIRS EXTÉRIEURS TÉLÉCOMMANDÉS DE COULEUR ASSORTIE • TÉLÉCOMMANDE ÉLECTRIQUE DU HAYON ET DU VOLANT DE RÉSERVOIR • PARE CHOCS ET CALANDRE DE COULEUR ASSORTIE • COMPTE-TOURS • ESSUIE-GLACE ARRIÈRE • DÉFLECTEUR ARRIÈRE SURÉLEVÉ • ROUES DE MAGNÉSIUM • PANNEAU ARRIÈRE NOIR • INTÉRIEUR SPORT • IDENTIFICATION SSE

Les Éditions spéciales sont produites en quantité limitée. Ne manquez pas cette rare occasion d'en posséder une. Passez chez le concessionnaire Hyundai dès maintenant.

HYUNDAI
Des voitures bien pensées.

OUEST

Hyundai Pony Centreville
2077 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal 931-8243

Jaykai Hyundai
133, 1re avenue
Ville Île Perrot 453-6363

Auto Visa Inc.
2500, boul. Hébert
Valleyfield 377-1985

Automobiles Ulsan Ltée
1625, boul. Hymus
Dorval 683-5702

Safari Automobiles Inc.
300, rue Lafleur
LaSalle 364-3124

St. Laurent Hyundai
2955 Cote de Liesse
Ville St. Laurent 748-8430

Automobile Le Voyageur
125 rue Principale
Lachute 562-7935

SUD

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly 443-8557

Automobiles Corée Longueuil Ltée
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080

Les Automobiles Cloginor Inc.
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
348-6817

Le Carrefour de la Voiture Importée Inc.
2499, boul. Casavant
St-Hyacinthe 774-6344

Moteurs Châteauguay
83, St-Jean-Baptiste
Châteauguay 692-9630

Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 378-4666

Hyundai Rive-Sud
34 boul. Taschereau
La Prairie 444-4244

NORD

Desmeules Hyundai
1237, boul. des Laurentides
Ville de Laval 668-6393

Hyundai Auto St-Jérome
1180, boul. des Laurentides
St-Antoine 432-4252

Hyundai Mont-Laurier
187, boul. Paquette
Mont-Laurier 623-5018

Hyundai Val David – ENR.
1004 Route 117
Val David 322-6620

Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Chomedey, Laval
682-6000

Auto Hyundai St-Eustache
356, boul. Sauvé
St-Eustache 491-1292

EST

Pointe-aux-Trembles Pony
12150, rue Sherbrooke est
Montréal 645-2233

Hyundai de Lanaudière
1165, de Lanaudière
Joliette 759-7669

Pie IX Pony
9390, boul. Pie IX
Montréal 329-0909

Pony de Montréal
5187, avenue Papineau
Montréal 521-3201

Hyundai Rive Nord
1990, ch. Gascon
St-Louis-de-Terrebonne 471-7669

Les Automobiles Lise Grenier Inc.
1250, Rte. Marie-Victorin
Tracy 743-1244

Hyundai Repentigny
845 rue Notre Dame
Repentigny 582-3182

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

PORTEURS DEMANDÉS
ADOLESCENTS OU ADULTES.
DANS LES SECTEURS SUIVANTS!

- ANJOU
- DOLLARD-DES-ORMEAUX
- ÎLE BIZARD
- KIRKLAND
- MONTRÉAL-EST
- PIERREFONDS
- POINTE-AUX-TREMBLES
- POINTE-CLAIRE
- ROXBORO
- RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
- ST-LÉONARD
- STE-ANNE-DE-BELLEVUE
- TÉTREAUVILLE

TÉLÉPHONEZ AU
285-6911
La Presse

♦LE♦SECRET♦
♦LE♦MIEUX♦
♦GARDÉ♦

HÔTEL LA CITADELLE
UN HÔTEL CLARION
410, SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL (QUÉBEC)
(514) 844-8851

Lors de votre séjour à l'hôtel La Citadelle, vous ferez l'expérience de la chaleur et du charme d'un petit hôtel intime de style européen. L'hôtel est situé au coeur de Montréal, à quelques pas du secteur commercial, des restaurants et des magasins. Vous pouvez, dès maintenant, profiter de nos tarifs «Le secret le mieux gardé».

À PARTIR DE 69 $* PAR NUIT

*Sujets aux réservations au préalable et à la disponibilité des chambres, valide jusqu'au 30 avril 1990. Ne s'applique pas aux tarifs de groupe et autres tarifs réduits. Aucuns frais de séjour pour les enfants de moins de 18 ans qui logent dans la chambre de leurs parents.

Pour le secret le mieux gardé...
KANATA HOTELS & RESORTS

Au Canada et aux États-Unis, appelez sans frais le 1-800-263-8967 ou le 1-800-221-2222.
À Toronto, le (416) 364-2667.

de DALIDA à MADONNA
CFGL 105.7
C'est tout.
COGECO

Parthenais: les 112 détenus du 11e étage regagnent leurs cellules

ANDRÉ CÉDILOT

■ Les 112 prévenus du Centre de prévention Parthenais ont tenu leur promesse et réintégré leurs cellules, hier soir, après s'être entretenus pendant près de cinq heures avec la direction de l'établissement.

Le porte-parole du bureau du sous-ministre de la Sécurité publique à Québec, Michel Roberge, le seul fonctionnaire autorisé à parler aux médias des problèmes qui sévissent à Parthenais et à Bordeaux, a toutefois refusé de dévoiler le contenu des discussions avec les représentants des détenus.

D'autres sources, *La Presse* a appris que la rencontre a commencé à 1h45 et s'est terminée vers 18h30 sans qu'aucune entente réelle ne soit conclue. Les deux parties se seraient quittés en promettant d'étudier les points de vue de l'un et de l'autre. L'éventualité que les détenus reprennent leurs moyens de pression n'était toutefois pas écartée.

Insatisfaits des conditions de détention, les 112 prévenus du 11e étage boudaient les gardiens et refusaient de rentrer en cellule depuis vendredi, bloquant le mécanisme d'ouverture des portes à l'aide de draps et de chiffons. Les prisonniers avaient décidé d'occuper le corridor de leur bloc cellulaire tant qu'ils n'auraient pas une rencontre avec la direction.

Les prévenus, qui sont en attente de procès, se plaignent depuis plusieurs semaines des piètres conditions de détention causées par le surpeuplement de la prison: entretien des locaux déficient, mauvaise qualité de la nourriture, visite-contact insuffisante, transferts dans d'autres institutions, etc.

Hier, la direction de Parthenais aurait seulement consenti à remettre «des balais et des vadrouilles» aux prévenus pour faire le ménage des locaux, après avoir reçu l'assurance qu'ils ne serviraient pas à faire du saccage.

L'administration n'aurait fait aucune autre concession, sinon de s'engager à rencontrer le comité des détenus une fois par mois. Entre-temps, comme cela avait été le cas le mois dernier, elle aurait évidemment promis de tenter améliorer la situation. Elle n'aurait donné aucune garantie concernant la possibilité d'augmenter le nombre de visites permises, l'une des principales revendications des détenus.

Hier, le Centre Parthenais hébergeait quelque 500 détenus, alors qu'il peut en accueillir de 350 à 400. Depuis quelques semaines, on a même dû loger une soixantaine de pensionnaires dans les locaux de détention de la Sûreté du Québec, au 4e étage.

Finis les tracas. Achetez une Sentra.



Un remboursement de 1000 $ ou un financement de 8,9 %*

En ce moment, la voiture la plus fiable au Canada vous est offerte avec bien des tracas en moins. 1 000 $ pour être exact! 1 000 $ de remboursement à l'achat d'une nouvelle Sentra de Nissan. Ou si vous préférez, vous pouvez profiter d'un taux génial de financement: 8,9%* sur le montant total de votre achat!

Voilà toute une offre... pour toute une voiture! Car la Sentra vient de se classer "première" au grand sondage annuel 1990 de l'Association canadienne des automobilistes (CAA) sur la durabilité des véhicules.

Les résultats du sondage sont plus qu'éloquents: 92% des propriétaires de Sentra déclarent être très satisfaits. Et ces mêmes 92% affirment qu'ils rachèteraient la même voiture si l'occasion se représentait.

Ajoutez à cela notre superbe offre de remboursement ou de financement et la Sentra devient un choix... évident!

Alors pourquoi attendre? C'est le temps où jamais de posséder votre Sentra et de vous débarrasser de tous vos tracas.

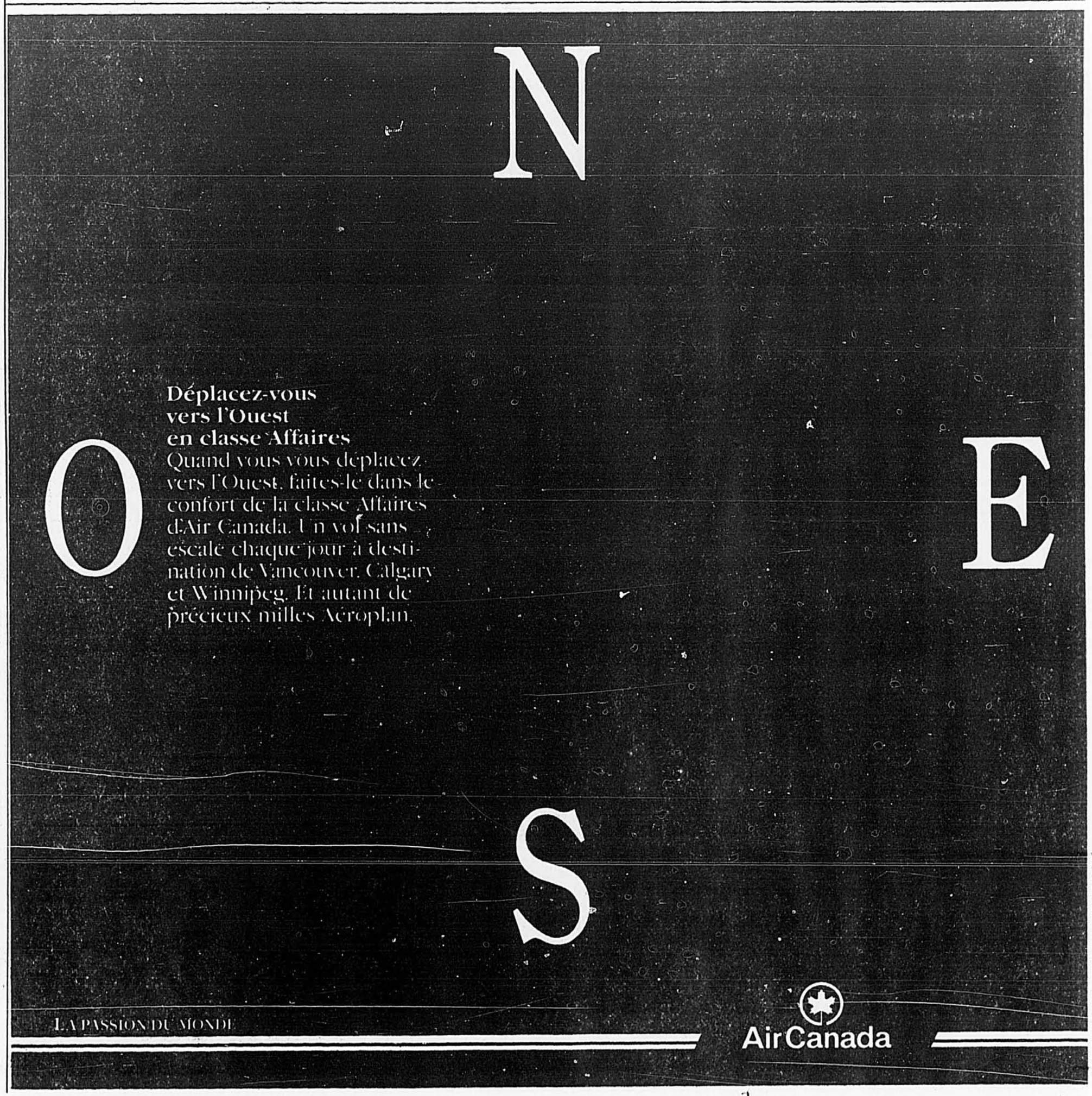
NISSAN
génial...et humain™

*Ces offres ne se combinent pas et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les taux de financement sont offerts sur approbation de crédit: 8,9% pour 24 mois, 9,9% pour 36 mois, 10,9% pour 48 mois et 11,9% pour 60 mois. Les offres de remboursement ou de financement impliquent la participation du concessionnaire et s'appliquent aux voitures en stock. Par exemple, pour un financement de 13 000 $ durant une période de 24 mois, à un taux de 8,9% (taux de pourcentage annuel), les paiements mensuels sont de 593,91 $ chacun. Le coût de l'emprunt est de 1 239,33 $. Ces offres sont pour une période limitée seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec

À NE PAS MANQUER!

LA RÉCLAME DE 1 JOUR DE ROBES POUR FEMMES JEUDI SEULEMENT!
CHEZ...
SEARS
vous en avez pour votre argent...et plus



Le Monde

Le nationalisme fait tâche d'huile en Lettonie et en Estonie

Agence France-Presse
MOSCOU

■ L'exemple lituanien a fait tâche d'huile sur les républiques soviétiques baltes de la Lettonie et de l'Estonie, où une forte participation électorale a marqué, dimanche, le premier tour des élections au parlement local, et où les partisans de l'indépendance semblent s'être assurés des majorités confortables, selon les premiers résultats.

Près de 75 p. cent des électeurs ont pris part au vote en Estonie, et le taux de participation a frôlé 80 p. cent en Lettonie.

En revanche, une forte abstention a marqué le deuxième tour, dimanche, des élections locales dans trois des principales républiques de l'URSS, en Ukraine, Biélorussie et Fédération de Russie, où les candidats démocratiques semblent toutefois s'être assurés quelques place-fortes. Ils devraient notamment prendre le contrôle des municipalités des deux premières villes d'URSS, Moscou et Léningrad, selon les premières estimations officieuses. Les réformateurs remporteraient également la victoire à Kiev et Lvov, en Ukraine.

En Lettonie, 171 députés sur 201 que compte le parlement de la république ont été élus dès le premier tour. La majorité de ces mandats (121 selon le Front populaire letton) ont été remportés par des militants du « bloc démocratique », qui regroupe le Front populaire letton, le mouvement pour l'indépendance (indépendantistes « durs »), les « Verts » et les sociaux-démocrates.

Le quotidien gouvernemental soviétique *Izvestia* soulignait hier que, disposant d'ores et déjà du quorum des deux tiers des députés, le parlement letton peut commencer ses travaux et peut même modifier la constitution de la république. Les *Izvestia* reconnaissent que les candidats des mouvements indépendantistes ont reçu une « quantité inattendue de mandats ».

En Estonie, 392 candidats se disputaient 105 sièges, et les premiers résultats annonçaient notamment l'élection des principaux dirigeants indépendantistes, M. Indrak Toome, Mme Mariu Lauristin, M. Edgar Savissaar ou M. Arnold Ruutel.

Plus de 20 partis avaient présenté des candidats au nouveau parlement estonien. Mais les Izvestia soulignent que les candidats étaient regroupés en trois tendances principales, et que deux d'entre elles, le « Front populaire » et le mouvement « Estonie libre », revendiquent l'indépendance de la république. Le troisième groupe, pro-soviétique, défend le maintien de la République dans l'URSS.

Selon le quotidien du gouvernement soviétique, le « Front populaire » et le mouvement « Estonie libre » sont déjà assurés de remporter la majorité des voix.

Dans trois des principales républiques d'URSS, en Ukraine, Biélorussie et Fédération de Russie, une forte abstention a marqué le deuxième tour des élections. Malgré tout, une majorité pour les candidats démocratiques semble s'y dessiner.

Le taux de participation des électeurs des trois républiques semblait devoir s'établir autour de 60 p.cent et surtout il faudra voter à nouveau dans de nombreuses circonscriptions où le quorum de 50 p.cent de votants n'a pas été atteint, notamment à Léningrad.

Moscou prend des « mesures » à l'égard de la Lituanie

Gorbatchev ne tolèrera pas les « violations » de la constitution

d'après AFP, UPI et Reuter
MOSCOU

■ Le gouvernement soviétique a pris hier un série de mesures « prioritaires » à l'égard de la République lituanienne, à la demande du président Mikhaïl Gorbatchev. Il a averti les habitants de cette république qu'il ne tolérerait en aucun cas que la Lituanie mette sur pied ses propres postes-frontière, utilise une monnaie distincte et prenne le contrôle des entreprises soviétiques en Lituanie.

Cette initiative du gouvernement fait suite au rejet par le président de la république balte, Vytautas Landsbergis, d'un appel à une révision de la déclaration d'indépendance. Lansberguis a rejeté l'appel de Gorbatchev plus tôt dans la journée d'hier en déclarant sans valeur et sans fondement légal la dénonciation par le parlement de Moscou de la proclamation d'indépendance.

« Les actuels dirigeants de la république se sont lancés sur la voie de violations flagrantes de l'ordre constitutionnel et le règlement arbitraire de questions concernant les intérêts de l'URSS », précise le communiqué émanant du bureau du Premier ministre Nikolai Ryjkov, lu par un journaliste de la télévision soviétique.

« La gestion des installations soviétiques sera directement assurée par les ministères de l'URSS », indique le gouvernement de Moscou. Le Premier ministre souligne que les livraisons devront être effectuées et demande également le renforcement de la sécurité autour des installations énergétiques, notamment les centrales nucléaires.

Il prend des dispositions pour assurer les transports vers la Lituanie ainsi que vers l'enclave soviétique du port de Kaliningrad, importante base de la flotte de guerre de la Baltique.

Ces mesures apparaissent prises essentiellement à titre préventif, notent les observateurs. Le nouveau gouvernement lituanien entend maintenir des relations économiques avec l'URSS. Il dépend d'ailleurs à 80 p. cent de l'URSS pour ses approvisionnements en énergie et en matières premières. Les nationalistes lituaniens ont demandé l'ouverture de négociations avec Moscou sur tous ces sujets et ont désigné une délégation pour les représenter.

Un des membres de la délégation lituanienne, Egidius Bickauskas, a d'ailleurs été interrompu un instant hier matin par des protestations de députés, lorsqu'il a lu devant les membres du Soviet suprême la déclaration du parlement de Lituanie soulignant que la situation dans la république balte est « normale et contrôlée par le gouvernement » local.

Du côté soviétique, il apparait surtout que M. Gorbatchev cherche à gagner du temps jusqu'à l'adoption de la loi fixant les modalités de sécession d'une république soviétique. Les nationalistes baltes refusent pour leur part d'entrer dans ce schéma, soulignant qu'il ne s'agit pas d'une sécession puisque leur république indépendante a été annexée par la force en 1940. Pour sa part, M. Ivan Frolov, le rédacteur en chef de La Pravda, a qualifié hier l'affirmation de l'indépendance de la Lituanie, par les dirigeants lituaniens, de « décisions aventuristes et hâtives », a-t-il fait savoir lors d'une conférence de presse tenue dans les locaux de l'organe du parti communiste de l'URSS.

Il a souligné que le développement de la souveraineté des Républiques ne pouvait se faire qu'en préservant la Fédération. Il faut étudier un mécanisme de sortie de l'URSS, mais dans le cadre du fédéralisme, a estimé le rédacteur-en-chef de la Pradva, relevant à ce sujet que quand un couple divorce, c'est le juge qui décide des conditions de la séparation.

L'OUA ouvre le dialogue avec l'Afrique du Sud

D'après AFP, Reuter et UPI
LUSAKA

■ L'Organisation de l'Unité africaine (OUA) a décidé hier de prendre contact directement avec l'Afrique du Sud afin de mettre fin pacifiquement à l'apartheid. Cette décision a été prise par les dirigeants des treize pays de l'OUA membres du comité sur l'Afrique australe réunis pour un jour à Lusaka, capitale de la Zambie.

Elle fait suite à une recommandation du Congrès national africain (ANC). Le comité ad hoc devrait donc créer une cellule d'observation composée de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, du Nigeria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. « Le comité soutient le programme de l'ANC, qui prévoit entre autres des discussions avec le président sud-africain Frederik de Klerk le 11 avril », a déclaré le président zambien Kenneth Kaunda.

Pour sa part, le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, a annoncé hier qu'il allait rencontrer demain à Windhoek le secrétaire d'État américain, M. James Baker, à l'occasion des fêtes de l'indépendance de la Namibie. Cette rencontre aura lieu un jour avant que M. Baker ne se rende au Cap pour s'entretenir avec le président sud-africain.

Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, sera aussi présent à Windhoek et en profitera pour discuter de la question allemande avec ses homologues de trois des quatre puissances victorieuses de l'Allemagne nazie, MM. James Baker, Edouard Chevardnadze (URSS) et Douglas Hurd (Grande-Betagne).

Ce dernier a d'ailleurs déjà rencontré pour la première fois hier au Cap le président Frederik de Klerk. Le secrétaire au Foreign Office a qualifié « d'encourageants et de lumineux » ses entretiens avec le président sud-africain. « Il y a eu un profond changement dans la position de l'Afrique du Sud. Il est maintenant réaliste de nous préparer à voir une Afrique du Sud jouer un rôle de moteur démocratique et économique dans cette région », a-t-il déclaré.

Le Congrès national africain continue également son action de « réconciliation » sur le terrain. Le secrétaire aux relations publiques du Front démocratique uni (UDF), la branche interne de l'ANC, a appelé dimanche les militants à recruter activement des Blancs.

« Je dis bien blancs », a-t-il souligné, « car si nous voulons être en mesure d'exercer une pression de plus en plus forte sur le gouvernement, ceux de nos compatriotes qui jouissent déjà de leurs droits politiques sont mieux placés que quiconque pour pousser ce gouvernement en avant ».

Par ailleurs la femme de Nelson Mandela, Winnie, en rentrant en Afrique du Sud après avoir accompagné son mari à l'étranger, a fait l'objet d'un mandat d'amener par un tribunal, l'accusant de n'avoir pas payé l'assurance d'un magasin de fish and chips en 1989, rapporte l'agence sud-africaine SAPA.

Un porte-parole de la police a souligné que le mandat n'entrainerait probablement pas l'arrestation de Winnie Mandela, mais qu'elle devrait cependant promettre de répondre à une nouvelle convocation.

Après quatre glorieuses années au sommet, la Mercedes-Benz 300E se dépasse encore.



C'est au cours des années 80 que la berline hautes performances s'est imposée. Avec, en tête, la Mercedes-Benz 300E – ce chef – d'oeuvre de haute ingénierie qui associe puissance, silence et douceur de roulement comme aucune autre automobile auparavant. Performances qui sont par ailleurs rehaussées par des qualités plus terre-à-terre comme durabilité, fiabilité et sécurité inégalées.



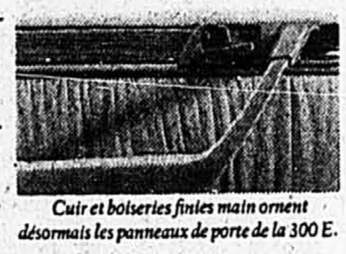
Nouveau capitonnage en cuir extra-souple, standard sur la 300E.

C'est pourquoi, lorsque *Road & Track* nomma les cinq meilleures voitures du monde pour 1989, il n'est pas étonnant que la 300E ait été la seule berline de la liste.

Mais cela fait 104 ans que Mercedes-Benz a l'habitude de remporter des prix, sans jamais se reposer sur ses lauriers. D'où les 19 améliorations apportées à la 300E pour 1990.

Améliorations aussi simples qu'un intérieur encore plus élégant. Capitonnage en cuir extra-souple. Plus de boiseries finies main. La ligne encore plus raffinée d'une carrosserie déjà très pure. Des glaces latérales plus épaisses. Un réglage plus pratique de la hauteur des ceintures avant.

La légende de la 300E est désormais à la mesure de son impressionnante présence routière. En se dépassant elle-même, elle s'est placée à l'avant-garde des berlines hautes performances des années 90.



Cuir et boiseries finies main ornent désormais les panneaux de porte de la 300E.

Pour plus de détails concernant la 300E et les autres Mercedes, composez: **1-800-387-4632**. Ou passez vite chez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé.

CONSTRUITES COMME AUCUNE AUTRE VOITURE AU MONDE

Le Monde

Les négociations pour une coalition en RDA s'ouvrent dans une atmosphère de crise

d'après AFP, UPI et Reuter

BERLIN-EST

■ Les négociations pour la formation d'un gouvernement chargé d'engager l'unité allemande ont commencé sur les chapeaux de roue hier à Berlin-Est, dans une atmosphère de crise marquée par le rejet par la gauche social-démocrate d'une offre de coalition avec les conservateurs.

L'alliance tripartite conservatrice, qui a remporté haut la main les élections générales libres dimanche, quoique sans majorité absolue au parlement, a proposé une coalition incluant le Parti social-démocrate (SPD) et les Libéraux (centristes), qui disposerait des trois-quarts des députés à la Chambre du peuple.

« L'Alliance pour l'Allemagne » (193 sièges sur 400) a besoin d'une majorité des deux-tiers pour pouvoir modifier la constitution et mener à bien son projet de rattachement de la RDA à la RFA rendu possible par la constitution ouest-allemande.

Le SPD (87 sièges et 21,84 p. cent des voix) a immédiatement refusé l'offre, souhaitant apparemment garder les mains libres face aux projets des conservateurs. « Nous interprétons le résultat du scrutin comme un mandat clair donné par les électeurs à l'alliance conservatrice pour former un gouvernement (...) et nous respectons cette décision », a déclaré le président du SPD, Ibrahim Boehme.

Dans une apparition de 150 secondes devant les journalistes, la plus courte conférence de presse que le SPD ait organisée depuis sa fondation 163 jours auparavant, M. Boehme a également rejeté toute collaboration avec le Parti communiste rénové (PDS, 16,33 p. cent des voix et 65 sièges) au sein de l'opposition pour former une minorité de blocage contre une modification de la constitution.

Le président du PDS Gregor Gysi avait suggéré « d'empêcher avec le SPD et d'autres formations que se constitue une majorité des deux-tiers au désavantage de la population allemande ».

M. Boehme a simplement indiqué que son parti était prêt à mener des « pourparlers d'information » avec les autres forces politiques.

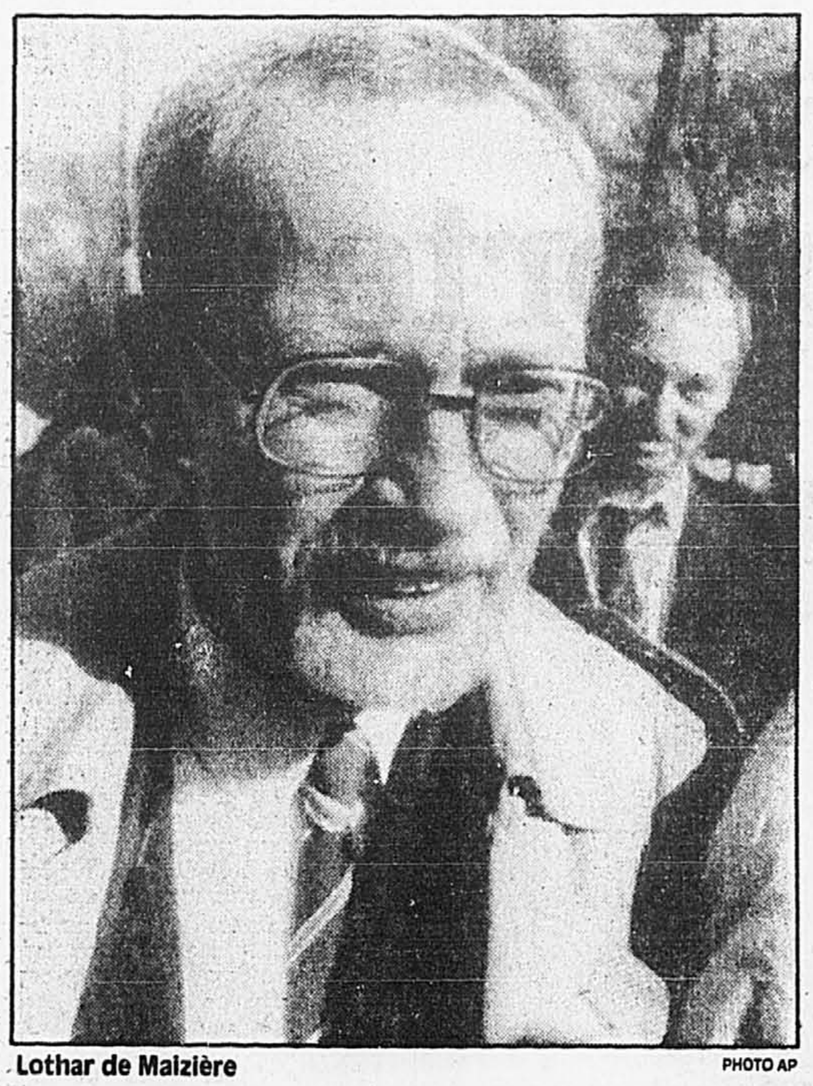
Pour sa part, la Fédération démocratique libérale (21 sièges), qui regroupe trois partis centristes très proches des thèses du ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, a annoncé hier soir qu'elle était prête à négocier avec l'Alliance conservatrice en vue de former un gouvernement de coalition.

Une coalition incluant les trois partis de l'Alliance et les Libéraux ressemblerait comme une soeur à la coalition dirigée depuis 1982 à Bonn par le chancelier Helmut Kohl.

À Bonn, M. Kohl a affirmé qu'il allait prendre rapidement des mesures concrètes afin de « ne pas décevoir les attentes des citoyens de la RDA ». Se prononçant pour une coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates en RDA, le chancelier a indiqué qu'il voulait « discuter immédiatement des conditions de l'union monétaire, dès que le gouvernement sera formé ».

M. de Maizière, chef de l'Union chrétienne-démocrate, principale force de l'Alliance conservatrice (164 députés à elle seule), a toutes les chances de devenir le prochain premier ministre car la constitution est-allemande confie au principal groupe parlementaire le soin de désigner un candidat au poste de chef du gouvernement.

M. de Maizière a lu une déclaration de l'Alliance se prononçant pour la destruction « le plus vite possible » du Mur de Berlin, pour une unification rapide des deux États allemands et contre la neutralité de l'Allemagne unie.



Lothar de Maizière PHOTO AP

Lothar de Maizière, un descendant de Huguenots

Agence France-Presse

BERLIN-EST

■ Lothar de Maizière, président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) est-allemande victorieuse des élections de RDA dimanche, doit son nom à une famille de Huguenots français exilée de Lorraine, il y a près de 300 ans.

Cet avocat de 50 ans, timide et distingué, chrétien convaincu, descend de protestants qui quittèrent les environs de Metz (est de la France) vers 1700 pour fuir les persécutions après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685. Ils faisaient partie de l'élite des Calvinistes français qui trouvèrent l'asile offert par le roi de Prusse et contribuèrent fortement en tant qu'officiers et fonctionnaires à établir la puissance de l'État prussien.

(Selon des registres des archives de Metz, un Isaac de Mazière, maître d'école puis drapier messin né en 1628, émigra à Berlin avec sa famille entre 1685 et 1688. La famille de Maizière n'a plus de descendants à Metz).

Une partie de la famille huguenotte essaima dans d'autres parties de l'Allemagne : son oncle célèbre, Ulrich de Maizière, fut le chef d'état-major de l'armée ouest-allemande (Bundeswehr).

Lothar de Maizière, qui ne parle pas français, raconte dans son autobiographie qu'il épousa, non sans problèmes de conscience, la confession luthérienne de sa mère, elle-même d'origine allemande.

Longtemps président du synode des Églises évangéliques (protestantes) de RDA, il donne encore à l'occasion des récitals de violon. Il est musicien de formation et ne devint avocat qu'en 1975 : il défendit alors des chrétiens poursuivis par le régime communiste.

Son père Clemens de Maizière, un juriste, contribua à la reconstruction de la cathédrale des Français, dans le centre historique de Berlin (Est).

Marié à une infirmière en chef, il est père de trois filles.

« Berlin-la-rouge », future capitale ?

d'après Reuter

BERLIN-EST

■ Face au succès triomphal des conservateurs, Berlin-Est s'est massivement prononcée, dimanche, en faveur des listes de gauche dans les élections législatives de RDA, laissant présager une future « Berlin rouge » comme capitale de l'Allemagne réunifiée.

La ville a une longue tradition socialiste et a été l'un des derniers bastions à résister dans les années 30 à Hitler, qui avait dépêché sur place l'un de ses plus talentueux lieutenants, Josef Goebbels.

Berlin-Ouest est également gérée par une coalition de gauche réunissant les sociaux-démocrates du SPD et les Alternatifs.

Dimanche, le SPD, grand vaincu du scrutin avec un score national de 21,8 p. cent, a obtenu 35 p. cent à Berlin-Est, son record absolu.

Le Parti communiste rénové, baptisé parti du socialisme démocratique, a recueilli 30 p. cent des suffrages dans la capitale, presque le double de son score au niveau de l'État.

Pour les commentateurs, ces chiffres prouvent la forte proportion de communistes dans l'administration, la police et dans les bastions ouvriers de la capitale.

L'Alliance 90, une coalition de gauche conduite par des intellectuels et issue des mouvements de base de l'automne dernier, a obtenu 6,4 p. cent des voix, plus du double de son score global.

Oskar Lafontaine, candidat du SPD à la Chancellerie pour affronter Khol

d'après AFP et Reuter

BONN

■ Les sociaux-démocrates ouest-allemands ont choisi hier le pugnace Oskar Lafontaine pour affronter le chancelier Helmut Kohl lors des élections de décembre en RFA.

« Je suis prêt à accepter ce devoir », a dit Lafontaine, après avoir été désigné à l'unanimité par le comité exécutif de son mouvement, le Parti social-démocrate (SPD). Sa nomination était considérée comme acquise depuis le mois de janvier.

La réunification de l'Allemagne devrait être le thème dominant de l'affrontement entre les deux hommes. Lafontaine a dénoncé la précipitation de son rival et alerté ses concitoyens sur le coût social de la création d'un État allemand unique.

Le futur adversaire de Kohl a prôné « une transition prudente », sans donner plus de détails. « Nous ferons de cet objectif notre thème central dans les prochains mois », a-t-il dit.

La désignation de Lafontaine, ministre-président du Land de Sarre et vice-président du SPD, intervient au lendemain des premières élections libres en RDA, marquées par le triomphe des conservateurs et l'échec relatif du SPD-est, crédité de 22 p. cent des voix.

« Il est évident que ce résultat ne nous satisfait pas », a dit Lafontaine, 46 ans.

« Mais maintenant, Kohl est confronté à une mission impossible. Il a fait de nombreuses promesses en Allemagne de l'Est et s'il veut les tenir, il devra revenir sur de nombreuses promesses qu'il a faites ici, à l'Ouest. »

Lafontaine a accusé Kohl d'ignorer les conséquences de la réunification, dans le domaine social notamment.

Il reproche en particulier au chancelier de ne rien faire pour décourager la ruée vers l'Ouest des Allemands de l'Est et de vouloir financer la réunification par des augmentations d'impôts en RFA.

L'exode « aggrave la situation du logement et augmente le chomage (à l'Ouest) », a-t-il dit.

Il s'oppose également au projet d'union monétaire, soutenu par Kohl : « Nous ne pouvons pas établir l'union monétaire sans doter l'Allemagne de l'Est d'un réseau efficace de sécurité sociale ».

Lafontaine sera le troisième candidat du SPD à affronter Kohl qui a déjà vaincu successivement Hans-Jochen Vogel, l'actuel chef du parti, et Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie-Wetsphalie, en 1983 et 1987.



DÉPÊCHES

CHILI

Grève de la faim

■ Trente-et-un prisonniers politiques chiliens poursuivent actuellement une grève de la faim indéfinie pour obtenir la libération de tous les détenus politiques dans le pays. 18 des grévistes sont détenus à la prison de Santiago et 13 autres à la prison de Temuco, située à 610 km au sud de Santiago. Quelque 400 prisonniers politiques sont actuellement détenus dans les prisons chiliennes. Le nouveau chef de l'État, M. Patricio Aylwin, se propose de libérer tout ceux qu'il appelle « prisonniers de conscience ».

INDE

Tuerie au Pendjab

■ Vingt-sept personnes, dont un dirigeant communiste, un administrateur du Temple d'Or d'Amritsar et un policier, ont été tuées hier au Pendjab (nord de l'Inde) dans l'une des plus sanglantes séries d'attaques de séparatistes sikhs. Au moins 15 civils ont été tués par balle à Ferozepur, cependant que dans le district de Tarn Taran, à Amritsar, cinq membres d'une famille hindoue ont été abattus par un commando sikh. Par ailleurs, un garçon sikh de 10 ans et un civil hindou ont été tués dans le district de Jallandhar et deux autres personnes ont trouvé la mort à d'autres endroits au Pendjab.

CHINE

Deng démissionne

■ Le numéro un chinois Deng Xiaoping va renoncer à la présidence de la Commission militaire d'État, sa dernière fonction officielle, lors de la session parlementaire qui s'ouvre aujourd'hui à Pékin. Jiang Zemin, secrétaire général du PCC et dauphin de Deng, sera candidat unique à ce poste essentiellement honorifique. Par ailleurs, l'ancien chef réformiste du PCC, M. Zhao Ziyang, (limogé voici neuf mois au lendemain de l'écrasement du printemps de Pékin) a demandé à être exempté de participation à l'ouverture de la session.

LIBAN

Pourparlers pour les otages

■ Selon le quotidien libanais *Al Diyar* paru hier, l'ex-président américain, Jimmy Carter, aurait eu une rencontre la semaine dernière en Syrie avec des représentants du Hezbollah pro-iranien dans le but de faire libérer les otages occidentaux détenus par ce groupe. Par ailleurs, des bombardements ont opposé hier après-midi l'armée du général Aoun et la milice chrétienne des Forces Libanaises (FL) à une vingtaine de kilomètres au nord de Beyrouth, dans les régions du Metn et du Kesrouan, sans qu'on rapporte de victime.

PORTEURS DEMANDÉS
ADOLESCENTS OU ADULTES.
DANS LES SECTEURS SUIVANTS!

- ANJOU
- DOLLARD-DES-ORMEAUX
- ÎLE BIZARD
- KIRKLAND
- MONTRÉAL-EST
- PIERREFONDS
- POINTE-AUX-TREMBLES
- POINTE-CLAIRE
- ROXBORO
- RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
- ST-LÉONARD
- STE-ANNE-DE-BELLEVUE
- TÉTREAULTVILLE

TÉLÉPHONEZ AU
285-6911
La Presse

Le Monde

Investiture du gouvernement provisoire haïtien

d'après UPI, AFP et Reuter

PORT-AU-PRINCE

■ Le président provisoire d'Haïti, Mme Ertha Pascal Trouillot, a investi hier à Port-au-Prince son gouvernement, formé à la fois de partisans de l'ancien régime militaire et de démocrates, tout en annonçant qu'elle allait réduire son salaire et celui des membres de son cabinet.

Le gouvernement aura pour tâche de mener le pays à des élections libres que Trouillot a promis d'organiser.

Son gouvernement comprend des collaborateurs des régimes précédents, comme le colonel en retraite Jean Thomas, nommé ministre de la Défense, et qui a servi pendant des années dans la garde présidentielle. Il était un proche de l'ancien dictateur François Duvalier et de son fils Jean-Claude.

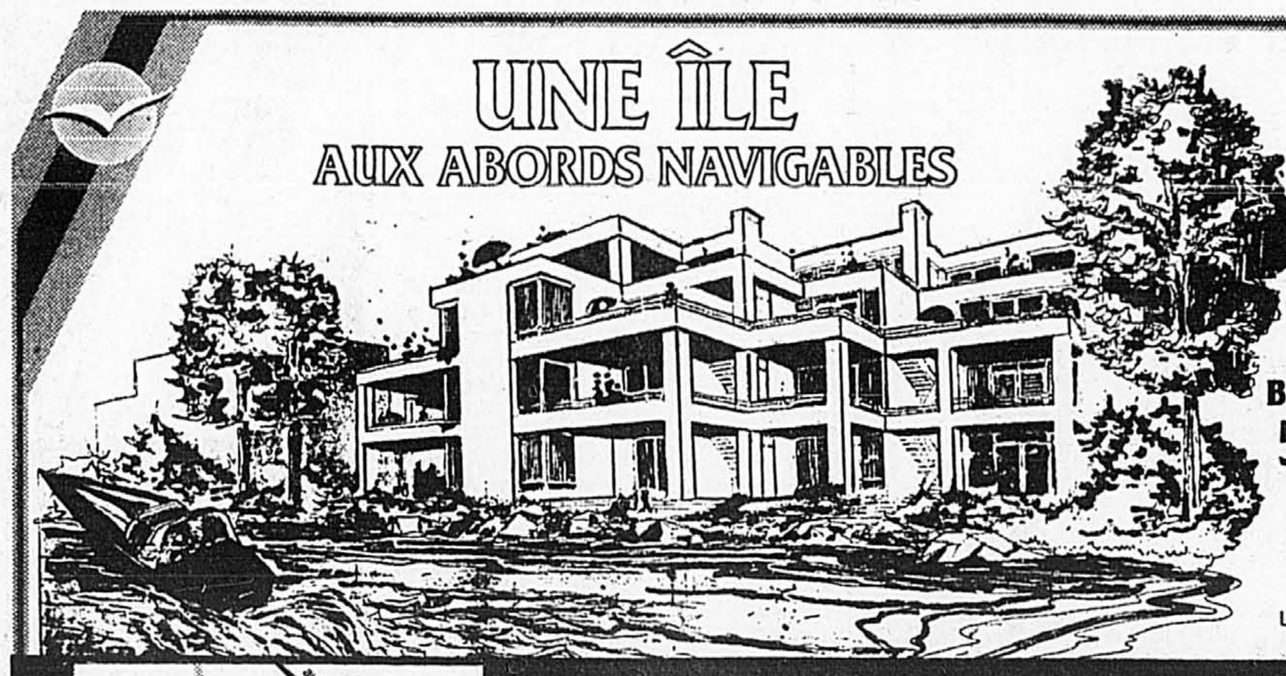
D'autres ministres sont des membres du mouvement démocratique, comme le militant des droits de l'homme Joseph Maxi, qui a été chargé du ministère de l'Intérieur, et comme Pierre Labissière, ministre de la Justice, ancien membre du Conseil électoral provisoire (CEP) qui organisa les élections de 1987 qui furent interrompues par un massacre le 29 novembre de cette même année. M. Labissière est le bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Kesner Clermont, a pour sa part représenté Haïti à l'Unesco.

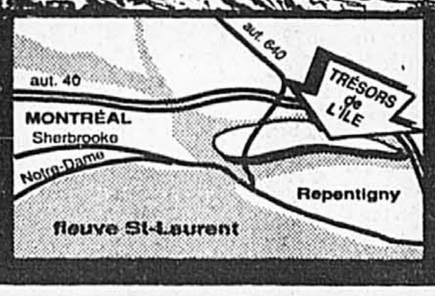
Mme Pascal-Trouillot a profité de l'occasion hier pour promouvoir le commandant le l'armée, le major-général Hérard Abraham, au rang de lieutenant-général.

Le président provisoire a exhorté ses nouveaux ministres à avoir « une conduite impeccable ».

UNE ÎLE
AUX ABORDS NAVIGABLES

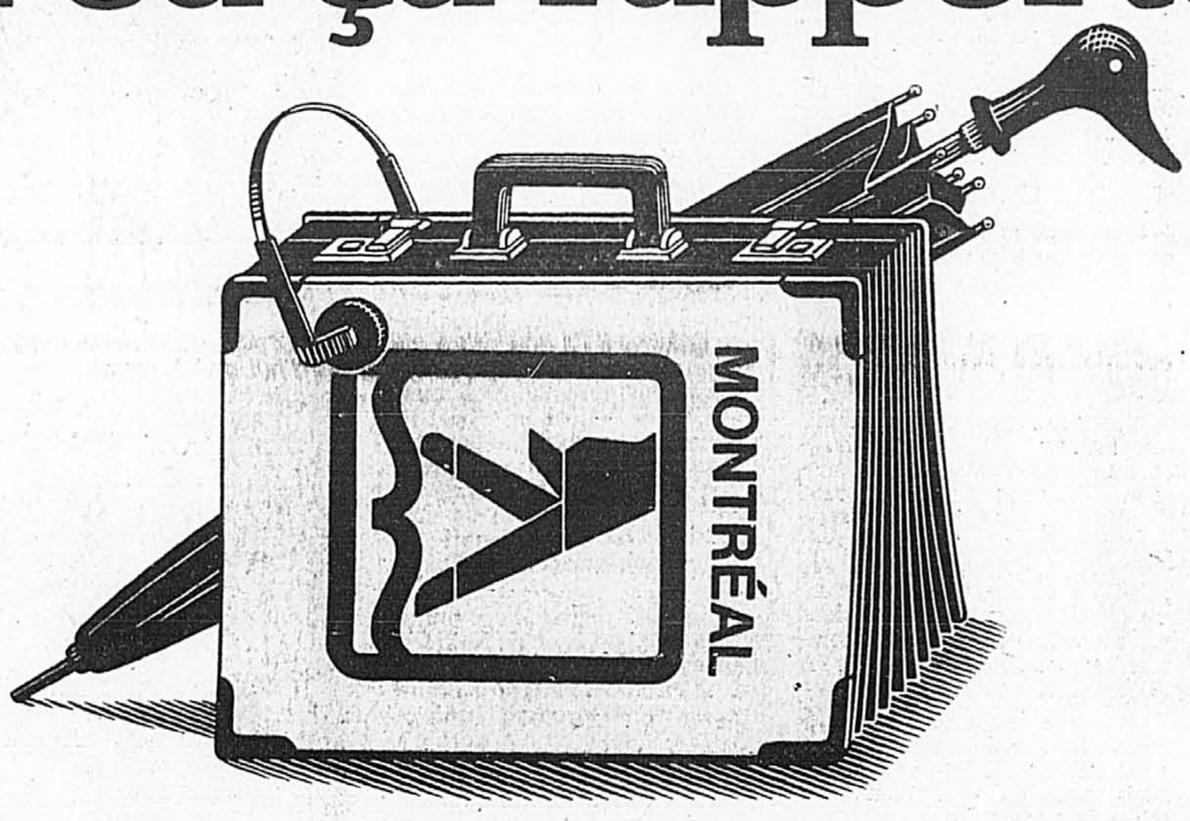


Les Trésors de L'île
CONDOMINIUM
126
condominiums
Bureau des ventes:
582-3454
Anjy Les Constructions Inc.



CONDOMINIUMS Les Trésors de L'Île
Un coin de verdure où piscine, tennis, golf de pratique et quai de plaisance s'harmonisent dans un environnement enchanteur.
Une construction sur trois étages avec structure de béton dans un site d'accès contrôlé.
Sortie 96 de l'autoroute 40; suivre la 640 Est en direction de Repentigny. Le projet se situe sur l'Île Vaudry, à la jonction des villes de Charlemagne et de Repentigny.

Annoncez là où ça rapporte.



Le Citadin branché

Si vous êtes en affaires dans la région de Montréal, l'annuaire Pages Jaunes[MC] de Montréal couvre un marché essentiel pour vous. D'une part, les Montréalais s'en servent beaucoup. Mais aussi, les centaines de milliers de gens de la banlieue qui viennent à Montréal tous les jours pour travailler. Eux aussi, ils font des achats! Et souvent, avant d'acheter, ils cherchent dans les Pages Jaunes de Montréal.

Dans 93 % des cas, une action positive s'en suit. Alors, si vous n'êtes pas dans cet annuaire, les clients iront probablement voir l'un de vos concurrents... Parlez à votre clientèle en tout temps, 365 jours par année, 24 heures sur 24 : annoncez dans le Citadin branché : l'annuaire Pages Jaunes de Montréal!

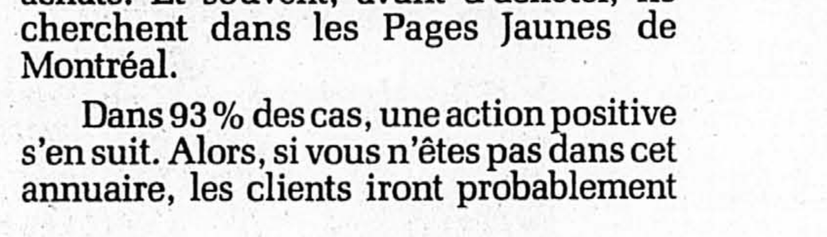
Communiquez avec votre représentant des Pages Jaunes au 934-2611.

Les Banlieusards prospères

Et si vous voulez augmenter votre efficacité, n'oubliez pas d'être présent aussi dans les annuaires Pages Jaunes de banlieue. Marques déposées de Télé-Direct (Publications) Inc.

Les seules et uniques
Pages Jaunes[MC]
Par TELE-DIRECT

de GINETTE RENO à BARRY MANILOW



CFGL 105.7
C'est tout.
une station COGECO